



Commission  
européenne

# PANORAMA

AUTOMNE 2018 / N° 66

## Lituanie: inventer un futur plus intelligent

LA MONDIALISATION GRÂCE À LA COOPÉRATION URBAINE INTERNATIONALE



PROJET «ROAD TRIP», UNE BELLE AVENTURE!



Politique  
régionale  
et urbaine



# PANORAMA

## Dans cette édition...

L'édition automnale du magazine *Panorama* couvre de nombreuses thématiques allant des problèmes urbains à la coopération internationale et à la politique énergétique.

Cette fois, nous nous intéressons à la Lituanie. Dans notre entretien, Vilius Šapoka, Ministre des finances, explique comment la Lituanie a utilisé le financement de l'UE pour améliorer la compétitivité et la productivité de son pays en investissant dans le développement des entreprises. Nous en parlerons dans les profils détaillés de 5 nouveaux projets. La section «Photographié» explore des projets nés dans la région allemande de la Rhénanie-Palatinat.

Nous examinons la façon dont la politique de cohésion soutient l'énergie durable et une société à faibles émissions de carbone, nos partenariats stratégiques avec des villes du monde entier via le programme de coopération urbaine internationale et

mettons en lumière les résultats d'un rapport récent sur les activités commerciales en Croatie, en République tchèque, au Portugal et en Slovaquie.

Nous dévoilons les gagnants des concours de photos et de rédaction de blogs #EUinmyregion de cette année et nous remémorons le projet «Road Trip» qui vient de prendre fin, en discutant avec les huit jeunes participants à Berlin à la fin de leurs aventures. La section «Projets» nous emmène à Gibraltar, en Roumanie et en Allemagne.



AGNÈS MONFRET

*Chef de l'unité chargée de la communication, Direction générale de la politique régionale et urbaine, Commission européenne*

Photo de couverture: Thinkstock/ Aleh Varanishcha



04



12



17



28

ÉDITORIAL.....	3	TIRER PARTI DES PARTENARIATS URBAINS.....	24
POUR UNE UNION DE L'ÉNERGIE PROPRE ET ÉQUITABLE.....	4	LITUANIE: MISER SUR LES SOLUTIONS INTELLIGENTES.....	28
FINANCER LA COHÉSION EN BASSE-AUTRICHE.....	7	CARTES: L'ACCESSIBILITÉ DES UNIVERSITÉS.....	36
L'UE INVESTIT DANS LES VILLES DE ROUMANIE.....	8	PHOTOGRAPHIÉ DANS LE LAND DE RHÉNANIE-PALATINAT.....	38
UN POINT DE VUE ALLEMAND SUR LE FINANCEMENT DE LA COHÉSION.....	9	POINT D'INFORMATION: ALLOCATIONS DU FEDER ET DE LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	40
ENTREPRENDRE EN EUROPE.....	10	LA COOPÉRATION INTERRÉGIONALE, UN CONCEPT PORTEUR.....	42
CARNETS DE VOYAGE, LA FIN DU ROAD TRIP.....	12	PROJETS AU ROYAUME-UNI, EN ALLEMAGNE ET EN ROUMANIE.....	44
#EUINMYREGION: LES GAGNANTS.....	16		
PLEINS FEUX SUR YOUTH4REGIONS.....	18		
LE PROGRAMME URBAIN POUR L'UE.....	20		
EUROCITIES, QUELLE POLITIQUE POUR NOS VILLES?.....	22		

## ÉDITORIAL

*« Plantons aujourd'hui les arbres à l'ombre desquels nos arrière-petits-enfants, d'où qu'ils viennent, de l'Est ou de l'Ouest, du Sud ou du Nord, puissent grandir et respirer en paix. »*

En prononçant ces mots lors de son dernier discours sur l'état de l'Union, le président Juncker a réaffirmé que la promesse énoncée de longue date par l'Union européenne de promouvoir la paix et la prospérité à long terme en son sein, pour tous, d'où que l'on soit et où que l'on vive, restait un engagement clé et d'actualité.

En tant que commissaire européenne en charge de la politique régionale, je suis fière de compter parmi ceux qui, chaque jour, rendent cela possible, de concert avec les millions de praticiens de la politique de cohésion à travers l'Union. À partir de quelques exemples pertinents, cette édition de *Panorama* illustre comment le précieux travail de ces personnes fait évoluer les choses.

Cette année encore, dans quelques jours, ils viendront nombreux de toute l'Europe pour se réunir à Bruxelles et assister à notre Semaine européenne des régions et des villes, apportant leur expérience et leurs connaissances, ainsi que leur attachement à une Europe meilleure et plus prospère.

Cette édition de la Semaine européenne sera très particulière. Comme l'a dit le président Juncker, il y a aujourd'hui «une forte demande d'Europe», demande à laquelle l'Union européenne doit savoir répondre. Elle se doit d'être à la hauteur. Les propositions de la Commission européenne pour 2021-2027, qui établissent nos ambitions communes pour la nouvelle période, sont une première étape. Maintenant, il faut aller plus loin et nourrir ces propositions avec des idées et des projets qui façonneront la politique de la prochaine décennie. Et c'est là que les participants à la Semaine européenne des régions et des villes jouent un rôle utile.



Les participants seront invités à partager leurs points de vue, leur expérience et leurs idées sur trois thèmes principaux:

- la nécessité de définir une politique de cohésion solide pour l'après-2020, qui permettra de dépasser les barrières structurelles, de stimuler le capital humain et d'améliorer la qualité de vie des citoyens européens;
- la croissance et le développement régional: comprendre et gérer la dimension régionale de la mondialisation, de la transformation numérique, du changement climatique et de la transition énergétique;
- le développement territorial intégré, notamment les stratégies destinées à la jeunesse, à l'intégration des migrants et à la lutte contre l'exclusion sociale.

Je suis vraiment impatiente d'assister aux discussions à venir et de découvrir toutes les nouvelles idées qui ne pourront qu'émerger en masse de cet événement. Elles planteront sans aucun doute les graines de la nouvelle phase des programmes de la politique de cohésion, des graines qui deviendront les arbres dont l'ombre bienveillante abritera les prochaines générations d'Européens. C'est là notre responsabilité et je suis sûre que, avec le temps, ils seront fiers de nos choix et de notre détermination à garder notre cap, quel que soit le défi, quel que soit l'endroit et quelle que soit l'époque. ■

**CORINA CREȚU**

Commissaire européenne en charge de la politique régionale



# Pour une transition vers une énergie propre et équitable

**La transition de l'Europe vers une société sobre en carbone est devenue réalité sur le terrain. Les propositions de la politique de cohésion pour la période 2021-2027 permettront d'accélérer la réalisation de nos objectifs en matière de climat et d'énergie, mais également de soutenir la croissance économique, la création d'emplois et d'entreprises, et les opportunités d'investissement, tout en contribuant à un accès plus équitable aux énergies durables.**

L'ensemble de la société doit se mobiliser et mettre au point des solutions pour créer une Union de l'énergie propre et équitable. Chaque partie prenante a son rôle à jouer afin que l'Europe puisse atteindre les objectifs sur l'énergie et le climat définis en commun pour 2020 et 2030 et respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris afin de limiter le changement climatique.

La transition énergétique contribue également à la modernisation de l'économie européenne. Elle peut être le carburant de la croissance, des investissements et du leadership technologique, promouvoir le développement régional et contribuer à la création d'un environnement plus propre et plus sain en améliorant l'accès à des énergies plus vertes et plus sûres.

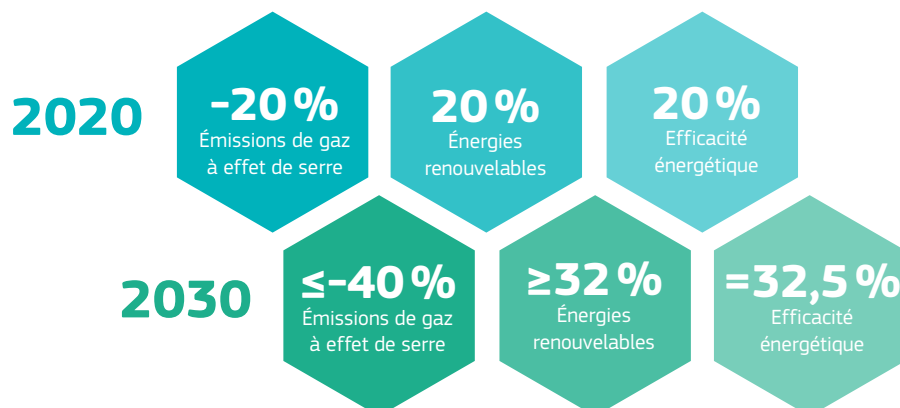
Pour le seul secteur de l'énergie, environ 400 milliards d'EUR d'investissements seront nécessaires sur la période 2021-2030, principalement pour financer l'efficacité énergétique et les sources et infrastructures d'énergies renouvelables, tout en tenant compte du fait que l'abandon progressif des secteurs traditionnels, comme le charbon, aura également un coût social. La politique de cohésion de l'UE peut aider les régions et les villes à développer des

## LA STRATÉGIE DE L'UNION DE L'ÉNERGIE

La mise en place d'une Union de l'énergie garantira à l'Europe l'accès à une énergie sûre, abordable et respectueuse du climat. La stratégie de l'Union de l'énergie, définie par l'UE en 2015, repose sur cinq axes étroitement liés les uns aux autres et se renforçant mutuellement:

- › la sécurité, la solidarité et la confiance
- › un marché intérieur de l'énergie totalement intégré
- › l'efficacité énergétique
- › l'action pour le climat: la décarbonisation de l'économie
- › La recherche, l'innovation et la compétitivité

# LES OBJECTIFS EN MATIÈRE DE CLIMAT ET DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



solutions efficaces pour une transition vers les énergies vertes à la fois équitable et efficiente et qui prenne en considération la grande diversité des situations au sein de l'Europe.

La politique de cohésion définie pour la période actuelle, de 2014 à 2020, a déjà permis la conclusion de partenariats, la mise en œuvre de solutions ascendantes et de stratégies de spécialisation intelligente en lien avec des technologies et des services à faible émission de carbone. Ces initiatives ont favorisé une utilisation plus durable de l'énergie dans tous les secteurs, notamment les transports, ainsi qu'un accès croissant aux réseaux intelligents. Fin 2017, environ 34,5 milliards d'EUR de la politique de cohésion, soit la moitié du financement prévu pour la période 2014-2020 (69 milliards d'EUR), avaient été engagés sur des projets destinés à soutenir la mise en place de l'Union de l'énergie.

## LITUANIE, DES MAISONS ÉCONOMES EN ÉNERGIE

En Lituanie, environ 314 millions d'EUR mis à disposition pour la période 2014-2020 par le Fonds européen de développement régional ont été investis dans la rénovation de quartiers et d'immeubles résidentiels afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cette modernisation devrait permettre de réduire jusqu'à 60% la consommation d'énergie de 30000 foyers. Fin 2017, 750 bâtiments avaient déjà été rénovés, ce qui concernait 19000 foyers, 400 bâtiments étaient en travaux et 700 autres rénovations étaient planifiées.

## Accélérer la transition

Le programme de la politique de cohésion pour la période 2021-2027 propose un ensemble de priorités plus réduit et plus moderne, axé sur une Europe intelligente, verte,

à faible émission de carbone, sociale et connectée, et plus proche des citoyens. Les propositions du programme apportent plus de flexibilité et facilitent la mise en place d'approches intégrant plusieurs domaines d'activité et plusieurs régions, dans l'objectif d'accélérer la transition énergétique.

En concentrant les investissements sur un nombre réduit de domaines, la politique de cohésion souhaite mettre l'accent sur les éléments clés indispensables à la compétitivité et aux ajustements structurels nécessaires pour répondre aux défis que représentent la mondialisation et l'évolution technologique. Parallèlement, ce choix permet de limiter la fragmentation des ressources et d'axer les efforts sur une transformation intelligente et innovante des régions et sur une Europe plus verte et à faible émission de carbone.

Au niveau national, la gouvernance de l'Union de l'énergie contraint les États membres à définir un Plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030. Ce plan fait désormais partie des conditions propices modernisées proposées par la Commission pour la politique de cohésion, et s'ajoute à plusieurs autres mesures relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

En effet, les aspects liés à la bonne gouvernance et aux réformes sont essentiels pour garantir le succès. Des recommandations pertinentes formulées dans le cadre de la gouvernance de l'Union de l'énergie et du Semestre européen devront être prises en considération au cours des phases de programmation et de mise en œuvre.

La proposition consistant à mettre en place l'initiative urbaine européenne permettra également de renforcer les actions en cours, en s'appuyant sur le programme urbain pour l'UE. Elle promeut des investissements innovants et la fusion de différents





outils de financements afin d'adopter une nouvelle stratégie, plus cohérente, dans le cadre de laquelle les villes pourront développer plus facilement des systèmes intelligents à faible émission de carbone. Parallèlement, dans le contexte d'Interreg, les programmes transfrontaliers permettront de renforcer les efforts portant sur la coopération institutionnelle, sur la résolution des problématiques liées aux frontières et sur les investissements dans des services communs; trois sujets essentiels pour la mise en place d'un système énergétique plus durable.

## Apporter un complément aux investissements privés

L'ambition fondamentale de cette politique est de créer des marchés de l'énergie viables. Les sources de financement privées devraient couvrir une part importante de l'investissement dans ce secteur dans la mesure où les projets liés aux énergies renouvelables et à leurs infrastructures produisent des revenus et où l'augmentation de l'efficacité énergétique découlant de ces investissements réduit les factures d'énergie.

Les sources de financement publiques devront entrer en lice là où les failles des marchés créeront des déficits de financement. Les États membres et les régions doivent garantir que les fonds publics ne viennent pas en remplacement des investissements privés, mais en complément ou comme mesure d'encouragement, quand cela est pertinent et en fonction des règles applicables en matière d'aides d'État.

Dans la mesure où il est prévu que les ressources de la politique de cohésion se raréfient sur la période de programmation 2021-2027, les instruments financiers devront jouer un rôle plus important. Cette approche s'inscrit dans le droit fil de la stratégie générale qui consiste à encourager les investissements sur le terrain tout en maximisant l'investissement privé. Dans le même temps, elle laisse la latitude nécessaire pour atteindre les objectifs généraux de cette politique en matière de cohésion économique, sociale et territoriale.

Quand des secteurs d'activité ne génèrent ni revenus ni économies, il est possible de les soutenir en combinant les subventions et les instruments financiers, par exemple pour permettre le passage au degré supérieur de technologies innovantes ou pour répondre à des problématiques sociales comme la pauvreté énergétique.

## Encourager le développement de nouveaux systèmes

Des changements substantiels de nos économies et de nos sociétés sont nécessaires pour atteindre les objectifs à long terme de l'UE. La transition vers une énergie propre et équitable est davantage une question de solutions systémiques qu'une question d'optimisation des systèmes existants.

Il est fondamental que les acteurs à tous les niveaux développent les connaissances et le savoir-faire appropriés. Une coordination efficace entre les différents types de parties prenantes, à la fois publiques et privées, est indispensable, notamment pour concevoir les instruments de soutien adéquats.

Les mesures d'accompagnement doivent inclure une aide au renforcement de la capacité à gérer la transition vers les énergies propres à l'échelle régionale et locale. Tous les acteurs clés, comme les ONG, les entreprises, les chercheurs ou les autorités, doivent être associés.

Les échanges d'expérience entre pays sont particulièrement importants, car ils permettent d'améliorer la capacité des parties intéressées, qu'elles soient publiques ou privées. Au niveau de l'UE, le réseau des autorités de gestion et de l'énergie (EMA) joue un rôle essentiel. ■

---

### POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://europa.eu/!jN48TP>



## LA PAROLE EST À VOUS

**PANORAMA**  
vous invite  
à envoyer vos  
commentaires!

La parole est à vous est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives actuelles sur la politique de cohésion de

l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu) pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

# La politique de cohésion favorise le développement de la Basse-Autriche

La Basse-Autriche est la plus grande région du pays par la superficie et la deuxième par la population (1,67 million d'habitants). Elle se trouve aujourd'hui confrontée à des défis majeurs en matière de dynamisme économique, d'infrastructures et de croissance démographique, et doit également faire face aux problématiques liées à la proximité de Vienne et aux pays limitrophes, la République Tchèque et la Slovaquie.



Johanna Mikl-Leitner  
Membre du Comité européen  
des régions  
Gouverneur de Basse-Autriche



Martin Eichinger  
Membre suppléant du Comité  
européen des régions et membre  
du gouvernement de Basse-  
Autriche en charge du logement,  
de l'emploi et des relations  
internationales

Les fonds de cohésion aident la Basse-Autriche à répondre à ces multiples défis et contribuent au lancement de nombreux projets dans les secteurs du développement territorial, de la protection et de la conservation de l'environnement, de la recherche, du développement et des nouvelles technologies. L'économie de la région bénéficie également de la contribution la politique de cohésion grâce à la création ou à la modernisation des sites d'activité. Le

développement économique ainsi créé a permis d'améliorer l'emploi en Basse-Autriche. Le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas depuis 18 ans.

L'investissement régional dans le cadre des projets transfrontaliers a également permis de véhiculer l'image positive d'une Europe commune chez les citoyens. L'un de ces projets, intitulé «Lower Austrian Language Offensive», prépare les jeunes à un marché écono-

mique et de l'emploi commun avec la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie toute proche, en travaillant sur la langue et les échanges interculturels. Un autre projet, l'initiative «Health Across», a pour objectif d'améliorer la prestation des soins de santé pour les habitants des zones frontalières.

«Nos différents projets régionaux stimulent la coopération transfrontalière qui façonne notre identité européenne»,



explique Martin Eichinger, membre du gouvernement de Basse-Autriche en charge du logement, de l'emploi et des relations internationales et membre suppléant du Comité européen des régions.

La Basse-Autriche a été et sera à l'avenir une force motrice pour les régions européennes. Le cœur de l'Europe bat au rythme de ses régions et c'est là que se façonne l'idée d'une Europe commune.

En 2010/2011, en collaboration avec d'autres régions et organisations, la Basse-Autriche a contribué au lancement des travaux de la politique de cohésion de l'UE afin d'étendre son action à toutes les régions d'Europe sur la période de financement 2014-2020.

En 2016, 342 partenaires régionaux et provinciaux, représentant 83 % de la population de l'UE-27, ont répondu à notre appel pour prolonger la «politique régionale de l'UE» au-delà de 2020.

En janvier 2018, j'ai présenté les demandes du réseau au président de la Commission, Jean-Claude Juncker. En collaboration avec la #CohesionAlliance du Comité des régions, nous avons également pris une part active aux négociations relatives au prochain cadre financier pluriannuel.

La plupart de nos demandes ont été intégrées aux nouvelles propositions de la Commission européenne pour la politique de cohésion sur la période 2021-2027.

Elles incluent la mise à disposition des fonds de cohésion pour toutes les régions, une priorité continue accordée à la coopération transfrontalière, la concentration des fonds européens dans les régions apportant une valeur ajoutée à l'UE et la simplification administrative.

Le 10<sup>e</sup> Sommet sur l'innovation du Parlement européen qui se tiendra le 28 novembre permettra de franchir une nouvelle étape. Les régions d'Europe montreront que l'innovation, en tant que priorité pour la croissance, l'emploi et le progrès, ne peut pas être dissociée de la politique de cohésion. Ensemble, elles permettent aux régions et aux villes de garantir une Europe commune solide et sûre pour l'ensemble des citoyens. ■

## Investir dans les villes pour favoriser le développement local

**En prenant en considération le fait que la politique de cohésion est la principale source de soutien financier des investissements pour la croissance économique et l'emploi, des municipalités de Roumanie sont favorables à une politique de cohésion simplifiée qui adopterait une approche cohérente des problématiques urbaines.**



Robert Sorin Negoia  
Président de l'Association des municipalités de Roumanie,  
Maire du Secteur 3 de la  
Municipalité de Bucarest

L'allocation budgétaire pour un développement urbain durable doit être proportionnelle à l'importance du rôle des villes concernées dans la croissance et le développement du pays. Les autorités locales sont en mesure d'utiliser les ressources disponibles de manière efficace pour atteindre les résultats voulus, tout en s'adaptant, en anticipant et en

répondant rapidement aux besoins de plus en plus diversifiés des citoyens, et en se montrant responsables et disponibles vis-à-vis des bénéficiaires. Ce sont les autorités locales qui sont à l'origine des initiatives destinées à transformer leurs villes en centres compétitifs et attractifs.

Le cadre réglementaire unique et l'introduction de nouveaux critères pour l'allocation des fonds européens contribueront à une meilleure adaptation aux réalités, aux besoins et aux priorités actuels des régions et des villes. La consolidation du principe de partenariat et le rôle des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre de la politique de cohésion par l'intermédiaire d'une participation active et de la promotion des outils destinés à stimuler et à soutenir le développement local grâce aux stratégies intégrées peuvent contribuer à réduire plus encore le risque d'accroissement des disparités régionales.

Pour l'après-2020, nous croyons en une politique de cohésion simplifiée, en une allocation des ressources axée sur les programmes qui ont fait leur preuve et laissé un impact positif sur les citoyens, et en une consolidation des activités d'information et de diffusion. ■



# Politique de financement de l'UE pour 2021-2027 – Une perspective allemande

**Les autorités locales allemandes sont favorables à une réforme du cadre financier pluriannuel (CFP) qui permettrait de le simplifier et de le rendre plus transparent, de relever de nouveaux défis, et de combler le déficit de financements créé par le retrait du Royaume-Uni de l'UE.**



Maximilian Klein  
Chef de service, Europabüro  
der Bayerischen Kommunen

Le CFP et les règlements sur les différents programmes de financement sont particulièrement importants pour les autorités locales. Ils permettent de définir les objectifs et la qualité des financements européens pour les sept prochaines années. La Commission s'est montrée courageuse en proposant un budget revu à la hausse en termes absolus, malgré les multiples appels à l'économie.

La politique de financement européenne influence presque toutes les facettes des politiques locales, que ce soit la promotion de solutions de mobilité innovantes, le soutien aux services de base dans les communautés frontalières peu peuplées ou le financement des mesures d'intégration pour les franges de la population les plus désavantagées. Les fonds européens peuvent toujours faire la différence lorsqu'il s'agit de lancer ou non un projet.

La participation des autorités locales aux décisions relatives aux futures politiques de financement est donc de la plus grande importance. Les principales

organisations représentant les autorités locales bavaroises ont anticipé la réflexion sur la forme que devraient adopter les prochains financements. Elles ont intégré activement cette préoccupation à leurs procédures de travail et ont partagé leur avis avec la Commission.

Au vu des différentes propositions à l'examen, la Commission a tenté de répondre à la plupart des demandes clés. Des efforts ont été mis en œuvre pour réduire la bureaucratie, accroître la flexibilité dans la définition et la mise en place des objectifs, et mieux adapter les objectifs thématiques aux besoins réels du terrain. Les autorités locales plaident également en faveur de la prise en considération de ces éléments dans les procédures ouvertes.

Cependant, la demande la plus importante était que ces aides restent disponibles pour toutes les régions d'Europe, notamment via les fonds structurels et d'investissement européens.

Ce point a été totalement adopté par la Commission. Les autorités locales ont également reçu le soutien du Parlement européen, à une large majorité. Les financements européens apportent non seulement une valeur ajoutée aux pays de la cohésion, mais ils garantissent également une plus grande cohésion dans tous les États membres et facilitent l'identification à l'UE et aux idées européennes au sein de la population.

Il est aujourd'hui important que les États membres, d'un côté, et le Parlement européen, de l'autre, parviennent à un accord, et ce dans les meilleurs délais. Il est également indispensable d'éviter de passer par une phase prolongée sans possibilité de solliciter un financement de l'UE. ■



# Favoriser l'activité entrepreneuriale locale augmente la compétitivité au niveau mondial

Le deuxième rapport «Doing Business in the European Union 2018» (Faire des affaires dans l'Union européenne) examine l'environnement réglementaire et administratif pour cinq éléments clés dans 25 villes situées en Croatie, en République tchèque, au Portugal et en Slovaquie.



Les villes européennes peuvent jouer un rôle essentiel en mettant en place les conditions adéquates pour le développement des entreprises locales et la création d'emplois. La taille n'est pas toujours un argument. Vous trouverez ci-dessous certains des points soulignés dans la seconde série de rapports publiés par la Commission et la

Banque mondiale; ils apportent une contribution précieuse sur ce qui peut favoriser ou entraver l'action des entrepreneurs qui souhaitent mettre en place ou développer une activité dans l'UE.

Cette analyse, qui met l'accent sur la création d'entreprise, l'obtention d'un permis de construire, l'exécution des contrats, le raccordement au réseau électrique et l'enregistrement de propriété, révèle des performances inégales non seulement entre les États membres de l'UE, mais également au sein de chacun des quatre pays étudiés.

Par exemple, en **Croatie**, les entrepreneurs dans les villes de plus petite dimension comme Varaždin et Osijek se trouvent confrontés à moins d'obstacles que leurs pairs établis dans les plus grandes villes du pays. Il est plus facile de créer une entreprise à Split et d'obtenir un permis de construire et l'électricité à Varaždin, tandis qu'Osijek se démarque pour sa performance en termes d'enregistrement de propriété et d'exécution des contrats.

Il est plus facile d'être entrepreneur dans les trois plus grandes villes de **République tchèque**, soit Prague, Brno et Ostrava, que partout ailleurs dans le pays. Prague, la capitale, arrive en tête de liste en ce qui concerne le raccordement au réseau électrique et l'exécution des contrats, tandis que Brno, la deuxième ville du pays, surpasse largement ses pairs lorsqu'il s'agit d'obtenir un permis de construire. Une autre grande ville tchèque, Ostrava, est championne nationale de l'enregistrement de propriété.

Au **Portugal**, la ville de Porto est la première de classe pour les permis de construire. Les entreprises obtiennent plus facilement l'électricité et l'exécution des contrats à Coimbra, tandis que l'enregistrement de propriété requiert moins de bureaucratie à Faro, Funchal et Ponta Delgada. À la différence des



Darko Horvat, ministre de l'économie, Croatie



Vittoria Alliata Di Villafranca, Commission européenne



Elisabetta Capannelli, Banque mondiale

« Le rapport «*Doing Business in the EU*» joue un rôle clé en créant les conditions favorables pour des politiques publiques efficaces et des investissements pertinents dans les différentes régions de l'UE. »

trois autres États membres de l'étude, chaque ville portugaise a tendance à se spécialiser dans un secteur différent.

Prešov et Žilina caracolent en tête pour le lancement d'une activité en **Slovaquie**. Obtenir un permis de construire est plus simple à Prešov, tandis que se raccorder au réseau électrique est plus facile à Žilina. Trnava se démarque pour sa performance en matière d'enregistrement de propriété, et Kosice pour l'exécution des contrats. Comme en Croatie, les villes plus petites sont souvent plus favorables au développement d'entreprises dans la mesure où elles cherchent à faire concurrence à la capitale slovaque, Bratislava.

## Reconnaître les bonnes pratiques

Il est notable que les pays où les écarts entre chaque ville sont les plus marqués sont ceux où les autorités locales jouissent d'une plus grande autonomie pour définir et mettre en place un cadre réglementaire, comme les attributions de permis de construire, l'accès à l'électricité et l'exécution des contrats. Ce rapport constitue donc un argument solide en faveur d'interventions ciblées destinées à saisir les opportunités existantes pour promouvoir l'efficacité et la qualité réglementaire en tirant parti des économies d'échelle et en investissant dans la modernisation de l'administration. Dans cette optique, cette analyse aide également les responsables politiques nationaux et locaux à prendre des décisions en reconnaissant les bonnes pratiques existantes pour améliorer l'environnement des entreprises locales et leur permettre d'économiser leur temps et leur argent.

Le rapport «*Doing Business in the EU*» joue un rôle clé en créant les conditions favorables pour des politiques publiques efficaces et des investissements pertinents dans les différentes régions de l'UE. La majeure partie des fonds de la politique de cohésion sont investis dans des régions et des pays moins développés, qui offrent généralement un environnement moins porteur pour les entreprises. Par conséquent, réduire les délais et les coûts supportés par les sociétés est indispensable pour aider ces régions et ces pays à rattraper leur retard par rapport au reste de l'UE.



Le 7<sup>e</sup> rapport sur la cohésion et le rapport de la Commission sur la compétitivité dans les régions à faible revenu et à faible croissance soulignent tous deux la nécessité d'améliorer la gestion publique et de rendre les procédures plus transparentes et plus efficaces. Par exemple, le développement de plateformes en ligne pour l'inscription, les services et l'orientation apparaît comme particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises, cela les aide à se conformer aux exigences administratives et à trouver les sources de financement et les moyens d'y accéder. Réduire le temps nécessaire pour l'obtention d'un permis de construire est également fondamental pour les infrastructures clés.

## Un coup de pouce bienvenu

La Commission coopère activement avec les États membres et les régions de l'UE pour améliorer l'efficacité des investissements publics sur le terrain et pour optimiser au maximum leur potentiel en matière de croissance et de création d'emplois. Une série d'actions ont été entreprises conjointement avec la Banque mondiale afin d'aider les régions à rattraper leur retard, notamment en Pologne, en Slovaquie et en Croatie.

Commentant ces conclusions, Corina Crețu, commissaire en charge de la politique régionale, a déclaré: «La future politique de cohésion pour la période 2021-2027 continuera à aider les États membres dans leurs efforts pour faire des régions de l'UE des lieux où chacun souhaite travailler et investir.»

Ce rapport est le deuxième d'une série réalisée à l'échelle territoriale et financée par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission. La première série a été publiée en 2017 et portait sur plusieurs villes de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie (*Panorama* 62, page 28). ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2zHUK77>





# Projet «Road Trip», une belle aventure!

Huit jeunes viennent de terminer le voyage de leur vie. Ils ont traversé l'Europe dans le cadre du projet «Road Trip», à la découverte de projets et initiatives financés par l'UE. Cette expérience leur a appris que l'Europe allait bien au-delà de ce qu'ils imaginaient, et que nombreux étaient les liens qui nous unissaient.

Pendant quatre mois, par équipe de deux, ces voyageurs ont sillonné l'Europe en suivant quatre itinéraires: le bassin méditerranéen, la côte Atlantique, la région de la Baltique et le Danube. Le rythme a été intense.

Venant de huit pays et issus de milieux différents, les participants à ce voyage d'un mois ont chacun apporté leur propre façon de voir les choses. Ils ont traversé plus de 20 pays, visité

plus de 50 projets, goûté des spécialités locales étonnantes, vécu de nouvelles expériences et noué de multiples amitiés.

À l'occasion de leur dernière rencontre à Berlin, ils ont partagé et comparé leurs expériences, qu'il s'agisse du nettoyage des déchets en mer Méditerranée, de la visite d'un centre d'art à cheval sur deux fuseaux horaires, ou d'une marche sur la cime des arbres en Lituanie.

Cela vous donne envie d'explorer l'Europe? Visitez le site web du projet «Road Trip» pour en savoir plus sur tout ce que ces voyageurs ont rapporté dans leurs blogs et vidéos. ■

**POUR EN SAVOIR PLUS**

<https://roadtripproject.eu/>

*«Quand je pense à l'Europe, je pense à un drapeau bleu avec des étoiles jaunes; en réalité, l'Europe est un regroupement de pays. Une mosaïque de peuples différents, mais tous semblables.»*

Louis (21 ans, Belgique, Route Méditerranée)



*«Le changement de paysage constant, la route, chaque nouvelle journée, chaque nouvel ami, voilà les choses qui ont le plus de valeur pour moi... Je suis fier de venir d'Équateur, je suis fier de vivre en Lituanie, et maintenant, je suis fier d'être un résident européen.»*

Fabian (25 ans, Équatorien vivant à Vilnius, Lituanie, Route Atlantique)

*«La chose la plus simple que l'on puisse retenir de ce Road Trip, c'est que les gens peuvent travailler ensemble, que les pays peuvent collaborer. Nous pouvons tous coopérer pour faire avancer les choses.»*

Achilleas (22 ans, Grèce, Route de la Baltique)



*«J'ai beaucoup appris: sur l'Europe, sur notre environnement, sur la nature et sur les gens. Tout cela m'a inspiré et m'a touché, et j'espère que les vidéos vous ont fait le même effet.»*

Yldau (24 ans, Pays-Bas, Route Atlantique)



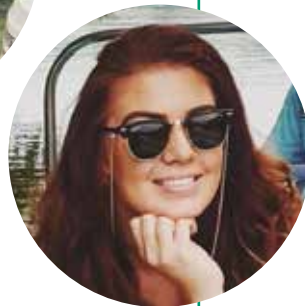
*«N'ayez pas peur de parler avec les gens. C'est la chose la plus importante, aborder tout le monde!»*

Kenneth (20 ans, Irlande, Route du Danube)



*«J'ai beaucoup appris sur moi-même, sur qui je suis, sur les différents pays et les différentes cultures, leur histoire, ce que chacun a traversé et ce que chacun souhaite pour l'avenir.»*

Susann (21 ans, Estonie, Route du Danube)



*«Nous n'oublierons jamais tous ces projets que nous avons visités; ils sont portés par des gens qui veulent changer la société.»*

Luisa (26 ans, Allemagne, Route Méditerranée)



*«Pour moi, le projet Road Trip, ce sont surtout les belles rencontres faites en chemin. Mais aussi le voyage et les découvertes.»*

Luna (23 ans, Espagne, Route de la Baltique)







*Pont Rion-Antirion, golfe de Corinthe, Grèce*



*Devenir de vrais pêcheurs finlandais, Tornio, Finlande*



*Conserverie de poisson artisanale à Burela, Espagne*



*PlantCult, Thessalonique, Grèce*



*Vinovert: découvrir les vins de Bordeaux, France*



*Nouvelle salle de concert à Szczecin, Pologne*



*Gabarage: le plus cool des Design Store à Vienne, Autriche*





Andere Baustelle, poursuivre une carrière alternative à Ulm, Allemagne



Achilleas et Luna



Yldau et Fabian



Kenneth et Susann

**BALTIC**

28 juillet - 25 août



Louis et Luisa

**ATLANTIC**

19 mai - 16 juin

**DANUBE**

23 juin - 21 juillet

**MEDITERRANEAN**

14 avril - 12 mai



# # EU IN MY REGION

## Raconter l'histoire des projets financés par l'UE

*Hôpital à Kalisz, Pologne: les effets des travaux de thermo-modernisation – Andrzej Kurzynski*

**#EUinmyRegion a donné l'occasion à des citoyens de découvrir des milliers de projets financés par l'UE et de partager des histoires les concernant via un concours de rédaction de blogs et de photos.**

La meilleure manière de diffuser des informations sur les retombées des projets et programmes européens, c'est de laisser les citoyens découvrir ce qui se fait non loin de chez eux. C'est ce que #EUinmyRegion a voulu faire: offrir l'occasion d'apprendre, de s'intéresser, de participer et de gagner.

La campagne s'est organisée autour de quatre initiatives: les journées portes ouvertes des projets européens, un concours de rédaction de blogs, un concours photo et un questionnaire en ligne. Ces activités étaient destinées à encourager les citoyens à visiter et à découvrir des projets financés par l'UE puis à partager des images, des articles de blog, des vidéos et des expériences à leur sujet sur les réseaux sociaux.

### Journées portes ouvertes et blogs

Cette année, les journées portes ouvertes des projets européens ont eu lieu principalement en mai. Les bénéficiaires des fonds européens ont accueilli des centaines de milliers de citoyens sur les sites de leurs projets, soit plus de 2 000 lieux différents dans toute l'Europe.

Le concours de rédaction de blogs a favorisé la publication de témoignages sur les projets cofinancés par l'UE, via des articles de blog ou des vidéos, dans toutes les langues européennes. Parmi les 120 candidatures reçues, le jury a sélectionné trois gagnants: Radu Dumitrescu (Roumanie), qui a rédigé un texte personnel sur le projet Erasmus+ dans le cadre de la Semaine européenne de la jeunesse, Amaury Bisiaux (France), qui a voyagé en train à travers l'Europe et décrit la nouvelle initiative #DiscoverEU, et Maria Giner Soler (Espagne), qui a écrit un compte-rendu sur les PME innovantes soutenues par les fonds régionaux.

Les gagnants participeront à un cours en communication européenne de trois semaines à Bruxelles en octobre 2018.

### Questionnaire et photos



Les huit heureux gagnants du questionnaire en ligne sur la culture et les traditions européennes se sont vus remettre un panier garni de spécialités européennes.

Le concours photo est parvenu à attirer l'attention sur des investissements cruciaux réalisés dans les régions d'Europe grâce à l'Union européenne. Pour participer au concours, les citoyens devaient prendre et envoyer une

photo d'un projet cofinancé par l'UE. Sur les 530 photos reçues, le jury a sélectionné les 30 gagnantes sur la base de leur qualité esthétique, de leur créativité et de leur respect du thème.

### Les gagnants sont:

- > Florian Juritsch
- > Fabrice Serodes
- > Lyubomila Dimitrova
- > Sophie Pedrosa
- > Emmanuel Lemaigen
- > Marjorie Baque
- > Adrien Staquet et Sophie Balzing
- > Michael Lamla
- > Michail Amoiridis
- > Carmela Gioia
- > Filippo Cioffi
- > Giovanni Sogari
- > Giuseppe Pignotti et Margherita Maggi
- > Aigars Ievins
- > Alex Kaousche
- > Bram Gesink
- > Adrian Krać
- > Andrzej Kurzynski
- > Karolina Nawrot et Michał Szkudlarek
- > Eduardo Ventura et Hugo Alexandre dos Santos Couto
- > Maria Gabriela Riglea et Vasile Stoica
- > Marek Vcelka
- > Susanna Včelková et Patrik Vaclavik
- > Zane Sime

Les photos lauréates ont été rassemblées dans une exposition itinérante qui parcourt l'Europe. Bruxelles sera la première étape, à l'occasion de la Semaine européenne des régions et des villes qui aura lieu en octobre 2018. ■



*Port de Vilanova i la Geltrú, Espagne: pêcheur nettoyant ses casiers à homard et son bateau – Sophie Pedrosa*



*Hauts fourneaux de Belval, Luxembourg – Alex Kaousche*



*Trainées d'étoiles derrière des silos de boue déshydratée à la station d'épuration des eaux usées de Barreiro/Moita, Portugal – Eduardo Ventura*

### POUR EN SAVOIR PLUS

[www.euinmyregion.eu](http://www.euinmyregion.eu)



## YOUTH4MEDIA

Le programme Youth4Regions promeut la formation de la prochaine génération de journalistes spécialisés dans la politique régionale. Il encourage ces jeunes européens à communiquer sur les projets financés par l'UE.



# Une chance à saisir pour la jeune génération

*Nous présentons ci-dessous le premier des quatre textes gagnants du concours de rédaction de blogs YOUTH4MEDIA qui s'adresse aux journalistes en herbe.*



Avec une population de 437 000 habitants, Kirklees, dans le West Yorkshire, au nord de l'Angleterre, est le 11<sup>e</sup> plus grand district d'administration locale du Royaume-Uni. La zone a reçu au moins 20 millions de GBP (environ 22 millions d'EUR) au cours des 10 dernières années, principalement du Fonds européen de développement régional (FEDER), pour soutenir la création d'emplois, l'innovation et les projets ciblant les jeunes entrepreneurs.

Le FEDER a investi 1,8 millions de GBP pour transformer une ancienne usine à gaz en un centre d'affaires, le Bretton Business Park à Dewsbury, qui, à son tour, a permis la création de plus de 130 nouveaux emplois et de plusieurs entreprises florissantes.

Le projet le plus populaire et le plus fructueux a concerné le Kirklees Youth Enterprise Centre (KYEC), partiellement financé par le programme 2007-2013 du FEDER. Installé dans les bâtiments de l'école Creative and Media Studio de Huddersfield, le centre a reçu plus de 4,9 millions de GBP pour apporter à des élèves âgés de 14 à 19 ans les compétences et le soutien financier nécessaires pour lancer leur propre entreprise.

« *Le FEDER a contribué à la création d'emplois et d'entreprises dans la région de Kirklees... Cependant, avec le Brexit en perspective, que réserve l'avenir?* »

Les étudiants ont ainsi appris à préparer un plan d'affaires et à créer une entreprise. L'école a également organisé plusieurs activités de mise en situation («test trading businesses») pour donner un aperçu de ce que c'était que de traiter de véritables problèmes avec de vrais clients. Les élèves avaient pour objectif d'établir des plans d'affaires solides et de les présenter à un panel de professionnels. Si leur plan était bon, ils avaient la possibilité de recevoir une subvention de 5 000 GBP pour la création et la gestion de leur propre entreprise ainsi que l'assistance d'un conseiller et mentor.

À ce jour, ce programme a aidé 67 jeunes entrepreneurs à lancer leur propre activité dans la région de Kirklees. L'un de ces entrepreneurs, Zoe Ann, a étudié la photographie à l'université de Huddersfield parce qu'elle avait toujours souhaité être photographe de mariages. À 18 ans, alors qu'elle étudiait encore à l'université, elle a monté son activité avec l'aide de la KYEC. Après avoir obtenu son diplôme en 2017, elle a commencé à travailler à temps plein pour son entreprise, en profitant des connaissances acquises et de la subvention reçue dans le cadre du programme.

En 2015, Max Lockwood a fait les gros titres de la presse du Yorkshire quand il s'est vu attribuer une subvention pour son plan d'affaires. Atteint du syndrome de Down, ce jeune entrepreneur a lancé OUR T-SHIRT avec l'objectif de sensibiliser le public à cette maladie génétique. Certains de ses T-shirts



Maria Ward-Brennan a 21 ans et vient de Carrickmacross, comté de Monaghan, en République d'Irlande. Elle termine actuellement sa dernière année d'étude en journalisme à l'université de Huddersfield dans le West Yorkshire, au Royaume-Uni. Les voyages, la lecture et la politique font partie de ses intérêts et elle espère partir vivre en France un jour.

font référence au chromosome 21. L'un d'eux, par exemple, représente un clavier musical disposant de 20 touches noires et d'une touche rouge. Il imprime également des T-shirts sur la base des modèles demandés ou des photos envoyées par les clients.

Le FEDER a contribué à la création d'emplois et d'entreprises dans la zone de Kirklees et dans tout le Royaume-Uni, ouvrant des débouchés exceptionnels pour la jeune génération. Cependant, avec le Brexit en perspective, que réserve l'avenir? Les financements européens prendront fin en mars 2019 et l'origine des fonds destinés à soutenir les nouvelles entreprises n'est pas encore bien claire.

Qui financera l'innovation comme le faisait le programme KYEC? Personne ne semble savoir ce que l'avenir réserve aux entreprises locales de la région de Kirklees, qui devront se passer d'ici peu des financements européens. ■



# Découvrez le programme urbain pour l'UE!

**Le programme urbain pour l'UE est une approche intégrée et coordonnée des problématiques urbaines qui réunit des acteurs à la fois européens, nationaux, régionaux et locaux.**

Le programme urbain<sup>1</sup> est né en mai 2016, à l'occasion du pacte d'Amsterdam<sup>2</sup>. Dans ce document fondateur, les ministres de l'UE en charge de l'urbanisme se sont accordés pour mettre l'accent sur trois piliers de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique européenne: de meilleurs règlements, de meilleurs financements et de meilleures connaissances.

L'initiative, qui repose sur les principes de subsidiarité et de proportionnalité, a réuni des autorités et des organisations intéressées autant urbaines que régionales, nationales ou européennes, venues de toute l'Europe et partageant un unique objectif: trouver des réponses communes au nombre croissant de questions posées par le développement urbain.

Depuis le lancement du programme urbain, 12 partenariats<sup>3</sup> ont été conclus et ont marqué le début de l'initiative en 2016. Ils concernent l'inclusion des migrants et des réfugiés, la qualité de l'air, et le logement et la pauvreté urbaine. La plupart mettent actuellement en place leur plan d'actions. Les partenariats établis en 2017, relatifs à la transition numérique, à l'économie circulaire, à la mobilité urbaine, aux emplois et aux compétences dans l'économie locale, ont également accouché de propositions concrètes sous la forme de plans d'action (versions préliminaires), qui sont en train d'être mis en place ou d'être peaufinés.

Les plus récents partenariats, axés sur la transition énergétique, l'adaptation au changement climatique, les marchés publics novateurs et responsables, et l'utilisation durable des sols et de solutions naturelles, ont rejoint la communauté du programme au cours de l'été 2017 et travaillent actuellement sur leurs projets de plans d'action, qu'ils doivent finaliser l'année prochaine. **Tous les partenariats ont consulté le public**, invité à communiquer ses commentaires en ligne, lors de la rédaction de leurs plans d'action, avant de les finaliser et de les communiquer aux États membres pour validation.

Le programme urbain pour l'UE donne toute son **importance à la proximité avec le public**. D'où une communication avec le grand public qui ne se contente pas de sondages, mais comprend également un site web, Twitter, les courriers électroniques, une lettre d'information et des événements en lien avec les partenariats.

La Semaine européenne des régions et des villes qui se tiendra sous peu est un autre exemple de cette volonté du programme urbain d'aller au-devant du public: cette année, pour en savoir plus, les visiteurs pourront se rendre au Urban Corner, mis en place en collaboration avec EURO CITIES, le Centre commun de recherche (JRC), URBACT, les Actions innovatrices urbaines et URBIS. Des jeux, des présentations, de la mise en réseau et des expériences de réalité virtuelle permettront de découvrir quelques-unes des nombreuses idées dont l'objectif est **d'améliorer la qualité de vie dans les zones urbaines**. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.urbanagendaforthe.eu>

Twitter: @EUUrbanAgenda

E-mail: [UA.communication@ecorys.com](mailto:UA.communication@ecorys.com)

<sup>1</sup> Voir Panorama N° 58, page 4: <http://ec.europa.eu/!xN38Yu>

<sup>2</sup> <https://ec.europa.eu/futurium/en/content/pact-amsterdam>

<sup>3</sup> <https://ec.europa.eu/futurium/en/urban-agenda>



## CALENDRIER DE TRAVAIL DES PARTENARIATS (COMPTER ENVIRON TROIS ANS)

1.

Inventaire (recensement des travaux en cours, des sources de financement disponibles et des compétences techniques existantes)

2.

Identification des goulets d'étranglement et du potentiel

3.

Définition d'un plan d'action (liste d'actions concrètes et feuille de route pour leur mise en place)

4.

Mise en place du plan d'action

5.

Évaluation du partenariat



«L'e programme urbain est un instrument participatif ouvert à tous dont l'objectif est de créer une Europe meilleure. Il s'agit de partir de ce qui se passe sur le terrain et de donner la parole aux villes afin qu'elles établissent un dialogue

direct avec les États membres et la Commission européenne (...) et expriment leurs besoins en toute liberté, en ayant conscience de faire partie d'un nouveau processus expérimental. C'est un défi à la fois complexe et enthousiasmant dans la mesure où les villes de petite et moyenne dimension ne sont généralement pas habituées à travailler pour l'UE (...), mais c'est aussi une occasion exceptionnelle de (...) participer à ce nouveau mécanisme, de mettre en place des initiatives à partir d'une vision partagée soutenant une stratégie nouvelle et destinée à concevoir ensemble un nouvel espace urbain, et enfin de s'attaquer à des thèmes prioritaires avec une conscience plus claire des enjeux.»

Stefania Manca

Coordnatrice du partenariat sur l'adaptation au changement climatique

### L'ACADÉMIE URBAINE SUR L'INTÉGRATION

L'académie urbaine sur l'intégration<sup>4</sup> sera l'une des premières actions à être mise en place. Conçue par le partenariat sur l'inclusion des migrants et des réfugiés, cette académie a pour objectif d'offrir un environnement d'apprentissage stratégique européen aux praticiens et aux décideurs qui travaillent pour l'intégration aux niveaux local, régional et national, et de permettre la création de réseaux de pairs partageant les mêmes problématiques d'intégration à l'échelle de l'Europe. La première édition, qui a eu lieu du 16 au 18 avril 2018 à Bruxelles, a été un succès. La seconde édition se tiendra au printemps 2019.

«Nous présentons des actions concrètes pour donner corps à l'idée d'une ville dont les habitants et les entrepreneurs ne réfléchissent pas en termes de déchets, mais en termes de ressources avec une valeur sociale et économique

constante. Une ville dont les centres de ressources urbaines sont aussi des pôles sociaux et économiques où les résidents et les entreprises se rencontrent et collaborent pour la mise en place d'une gestion circulaire de ces ressources. La législation européenne incite les autorités locales, les entreprises et les investisseurs à tirer le meilleur parti possible de tous les types de déchets, et aussi de l'eau. (...) Des outils sont également accessibles pour aider les villes à s'orienter parmi les multiples possibilités de financement et pour assister les bailleurs de fonds intéressés qui souhaitent investir dans la transition circulaire.»



Håkon Jentoft

Coordinateur du partenariat sur l'économie circulaire



«Nous parvenons à sensibiliser des villes qui ne font pas partie du partenariat par l'intermédiaire de réunions de coordination, de sessions de mise en réseau, et également d'événements externes comme le séminaire Procura+ qui s'est tenu à Oslo en début d'année, ou comme la Semaine européenne des régions et des villes qui aura lieu à Bruxelles en octobre.»

Valentina Schippers-Opejko

Coordnatrice du partenariat sur les marchés publics novateurs et responsables

<sup>4</sup> <https://europa.eu/qM49GV>

# Intégrer pour innover

Le réseau EUROCITIES rassemble plus de 140 villes parmi les plus grandes d'Europe et plus de 40 villes partenaires. Marton Matko, conseiller stratégique pour EUROCITIES, analyse la dernière mesure de politique urbaine de la Commission.



*Vous participez à plusieurs partenariats du programme urbain. Quelles sont les prochaines étapes importantes pour associer plus encore les villes à la conception et à la mise en place de la politique urbaine?*

EUROCITIES s'est engagé à soutenir l'Agenda urbain pour l'UE. C'est une étape essentielle dans l'adoption d'une approche plus globale et plus pragmatique des problématiques urbaines en Europe.

Pour la première fois, les villes dialoguent avec les services des gouvernements nationaux et de la Commission européenne pour définir des politiques et des programmes plus pertinents face aux enjeux urbains. Les partenariats permettent de formaliser des propositions pratiques pour améliorer la réglementation, le financement et la connaissance des priorités communes aux villes de l'UE, comme la qualité de l'air, la réutilisation des déchets, l'action pour le climat ou l'intégration des réfugiés.

À l'occasion de la conférence HABITAT III, l'UE s'est engagée à mettre en œuvre son Agenda urbain en tant que contribution au Nouveau Programme pour les

villes des Nations unies. Nous pensons que les États membres et les institutions de l'UE partagent une responsabilité vis-à-vis de cette initiative à laquelle ils doivent s'associer davantage et pour laquelle ils doivent mettre en place un soutien efficace afin d'obtenir des résultats utiles et tangibles.

La prochaine étape consisterait à utiliser la même méthode de travail en l'appliquant au contexte national ou régional. Des États membres et des régions expérimentent actuellement ce type d'initiatives, mais ces méthodes de travail pourraient aussi bien s'appliquer plus largement, par exemple pour la programmation de la politique de cohésion.

*Quelles sont les améliorations principales du nouveau cadre de la politique de cohésion en matière de promotion d'une approche véritablement intégrée et adaptée à l'environnement local?*

Nous apprécions le fait que les propositions de la Commission sur le nouveau cadre de la politique de cohésion prennent en considération la plupart des recommandations émises par le groupe de haut

niveau sur la simplification des fonds structurels et d'investissement européens. Outre le fait qu'elles réduisent la charge pesant sur les bénéficiaires, elles simplifient considérablement la gestion des fonds, ce qui devrait permettre un lancement et une mise en œuvre plus rapides.

Nous saluons également l'idée d'une reprogrammation à mi-parcours qui permettra de répondre plus efficacement aux enjeux émergents. Nous pensons également que les États membres sauront apprécier la flexibilité qu'apporte le nouvel objectif de la politique en faveur d'un développement territorial intégré. Cependant, nous aimerions avoir plus de garanties sur la participation effective des villes et des autorités locales dans la définition des priorités du programme.

*À votre avis, qu'est-ce qui manque le plus à la dimension urbaine de la politique de cohésion proposée pour l'après 2020?*

Nous sommes très préoccupés par certaines évolutions qui vont à l'encontre d'une approche intégrée et adaptée à l'environnement local. Outre la sortie du Fonds de développement rural, nous

« L'approche intégrée n'est pas un concept abstrait. Les gens vivent dans des quartiers urbains, dans des villes rurales ou dans des villages isolés, pas dans des cadres définis par les politiques. »

sommes très déçus par le fait que le Fonds social européen plus (FSE+) semble abandonner totalement l'approche intégrée du territoire.

Cela pourrait s'avérer extrêmement compliqué pour les villes qui souhaitent mettre en place des programmes complexes incluant à la fois des installations physiques et des services de soutien, par exemple pour encourager l'inclusion sociale et l'intégration dans les quartiers défavorisés. EUROCITIES propose des modifications portant à la fois sur les dispositions communes et sur les règlements relatifs au FSE+ pour permettre une combinaison plus simple des fonds, en faveur des stratégies urbaines et territoriales intégrées.

Deuxièmement, nous souhaitons que les règles de concentration thématique aident les villes à s'attaquer aux enjeux urbains de manière plus efficace grâce à une approche intégrée. Nous proposons de faire porter encore plus l'accent sur les investissements verts et en faveur du climat, qui devraient également inclure la mobilité urbaine durable.

En parallèle, nous plaçons pour plus de flexibilité dans la définition des autres objectifs de la politique et pour une légère réduction des seuils globaux. Les villes recourent à la politique de cohésion pour innover de manière transversale à partir de l'ensemble des objectifs de la politique, par exemple en utilisant les technologies numériques pour améliorer l'accès aux services sociaux et de mobilité.

En fait, nous aimerions que les ambitions soient encore plus grandes en matière d'innovation sur la gouvernance urbaine. La politique de cohésion investit

surtout dans les villes et les banlieues. Or, environ 8 % des financements du FEDER sont investis sur la base d'une méthode de travail novatrice qui repose sur des stratégies globales définies et mises en place par les autorités urbaines, en collaboration avec un large panel d'intervenants locaux. Cette méthode porte déjà ses fruits. Les représentants des villes ont commencé à travailler au sein d'équipes transversales qui réunissent plusieurs services, ainsi que des communautés locales, tandis que les villes principales et celles des banlieues collaborent désormais au profit d'une région élargie.

C'est probablement l'une des innovations systémiques les plus importantes de la politique de cohésion. Par conséquent, nous proposons de faire passer l'allocation pour le développement urbain durable de 6 à 10 % du FEDER et de l'étendre au FSE+.

*La Commission propose d'offrir une assistance cohérente aux villes à partir de 2020. Comment EUROCITIES envisage sa participation à l'Initiative urbaine européenne? Pourquoi est-ce si important que les villes abordent les enjeux qui les concernent de manière intégrée?*

L'approche intégrée n'est pas un concept abstrait. Les gens vivent dans des quartiers urbains, dans des villes rurales ou dans des villages isolés, pas dans des cadres définis par les politiques. Rendre les quartiers défavorisés plus faciles à vivre nécessite la collaboration de différents services, comme le logement, les services sociaux, les infrastructures, la mobilité et l'environnement.

Les villes testent en permanence de nouvelles manières de collaborer et d'associer les résidents à la cocreation de solutions. Nous devons apporter aux représentants locaux les compétences adéquates et soutenir les expériences réalisées pour tirer parti de ce potentiel d'innovation. Les initiatives URBACT et Actions innovatrices urbaines ont déjà accompli beaucoup de choses dans ce domaine et doivent être renforcées. L'Initiative urbaine européenne pourrait permettre d'optimiser les synergies entre ces programmes et créer un lien fondamental et nécessaire avec les mesures plus classiques de la politique de cohésion.

Il est important de se rappeler que l'amélioration de la coordination des instruments de l'UE est un des principaux objectifs de l'Agenda urbain pour l'UE. EUROCITIES est très enthousiaste à l'idée d'examiner avec la DG REGIO quelle serait la manière la plus efficace de contribuer à rendre l'Initiative urbaine européenne plus utile pour les villes. Nous sommes en faveur de toute amélioration pratique qui contribuerait à rapprocher la politique de cohésion et les citoyens. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

[www.eurocities.eu](http://www.eurocities.eu)





# Établir des relations entre les villes pour un avenir plus durable

Yokohama, Japon

**Ronald Hall, expert externe confirmé et ancien conseiller principal à la DG REGIO, nous donne son point de vue personnel sur le programme de coopération urbaine internationale de l'UE.**

Plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des villes. Les centres urbains sont la source de croissance et de développement. En tant que tels, ils attirent les habitants des zones rurales qui souhaitent gagner un meilleur salaire, accéder à des services de haute qualité comme l'éducation et les soins de santé, et assurer un avenir meilleur à leurs enfants.

Cette transition des activités à plus faible productivité exercées dans les zones rurales, principalement l'agriculture traditionnelle, vers des activités à plus grande valeur ajoutée dans les zones urbaines dans les secteurs manufacturier et des services, est essentielle à la croissance économique. C'est la voie historiquement empruntée par tous les pays les plus développés du monde et qui sert en réalité de modèle aux pays émergents du globe.

Les avantages de l'urbanisation résultant, entre autres, du modèle de développement urbain qui mobilisait des ressources considérables et caractérisait la croissance des nations industrielles au 20<sup>e</sup> siècle, ont un coût. Elle a mené à l'épuisement des ressources

naturelles, y compris de la nature elle-même, à la pollution de l'air, des rivières et des océans, qui menace désormais la qualité de vie dans les métropoles du monde développé.

En ce qui concerne les pays en développement et émergents, où l'urbanisation et la croissance économique vont de pair, il est important que les leçons tirées du monde industrialisé soient parfaitement comprises. Ainsi, les bonnes pratiques qui ont été élaborées par les autorités nationales et urbaines au cours des dernières décennies, ainsi que les erreurs commises dans le passé, peuvent être prises en considération dans la politique urbaine des pays émergents.

## En quête d'une solution avantageuse pour tous

Une telle coopération engendre des situations gagnant-gagnant. Alors que les nations industrielles ont beaucoup à démontrer après plus d'un siècle d'urbanisation, il est tout aussi vrai que les économies émergentes, peut-être moins tenues au respect de la tradition, disposent de nombreuses solutions innovantes à partager avec les économies industrielles. En effet, certains des plus grands centres urbains du monde se trouvent dans les économies émergentes dans des pays comme la Chine et l'Inde, sans oublier l'Amérique latine.

La direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne a officialisé 14 dialogues politiques régionaux et urbains, y compris six «partenaires stratégiques» de l'UE (Chine, Russie, Brésil, Mexique, Japon et Inde), ainsi que des pays du Partenariat oriental (Ukraine, Moldavie, Géorgie) et des pays d'Amérique latine (Argentine, Chili, Pérou, Colombie) en plus du Système d'intégration centraméricain (SICA).

Même sans ce genre d'accord, la coopération a été développée avec d'autres partenaires stratégiques, comme le Canada et l'Afrique du Sud, et des groupements régionaux tels que la CARICOM (Communauté caribéenne), l'ASEAN (Asie), l'UDAA (Afrique australe) et l'UEMOA (Afrique occidentale).

Mais peut-être que le besoin impérieux de coopérer et de partager des connaissances dérive de l'intérêt commun des pays et des continents à préserver la planète. Il est en effet urgent de développer ensemble un modèle d'urbanisation qui soit durable, préserve la nature et les ressources naturelles, et diminue les émissions qui polluent nos villes, nuisent à la santé de nos enfants et contribuent au réchauffement climatique. C'est la raison pour laquelle l'urbanisation durable est essentielle aux Objectifs de développement durable adoptés par les Nations unies qui ont, à leur tour, abouti, entre autres choses, au Nouveau Programme pour les villes (NPV) approuvé par plus de 170 pays à Quito, en Équateur, en 2016.

L'UE prend le défi de l'urbanisation durable très au sérieux. La commissaire chargée de la politique régionale, Corina Crețu, représentant l'UE à Quito en 2016, a engagé l'UE à consacrer ses connaissances et ses ressources pour faire avancer le NPV. Ce dernier comporte non seulement une dimension interne au sein de l'UE, où il a élaboré l'Agenda urbain pour l'UE afin d'orienter ses programmes de développement dans les 28 États membres, mais aussi, comme mentionné ci-dessous, une dimension externe en raison de ses relations diplomatiques avec les pays non membres de l'UE.

## Une force pour le développement urbain durable

Le principal moteur de la dimension externe aujourd'hui est le **programme Coopération urbaine internationale (CUI) (2017-2019)**, doté d'une composante essentielle qui aide les autorités municipales membres et non membres de l'UE à collaborer sur des thèmes de développement urbain durable. La CUI s'appuie sur cinq années d'actions pilotes, notamment au titre des projets **World Cities** et **URBELAC**.



*La commissaire en charge de la politique régionale, Corina Crețu, intervenant au cours d'un récent voyage en Chine*

La CUI, quant à elle, met en place des plateformes de coopération urbaine avec la Chine, l'Inde, le Japon, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord. Son programme marque l'avènement de la politique de l'UE destinée à promouvoir la coopération internationale entre les villes. Au titre de la coopération interurbaine de la CUI, quelque 70 villes participantes de chaque camp concluent de nouveaux accords de coopération en faveur du développement urbain durable, ce qui implique la préparation de plans d'action locaux pour un développement urbain intégré. Fondamentalement, ces plans privilégient la coopération au sein des secteurs défendus par le programme urbain pour l'UE et le NPV.

Dans le cadre de World Cities (2015-2018), des villes de l'UE ont coopéré avec des villes homologues au Canada, en Chine, en Inde, au Japon, en Corée du Sud, en Indonésie, au Vietnam, en Australie et en Afrique du Sud en concluant des accords de jumelage. Ces villes jumelées ont ainsi échangé des connaissances sur des thèmes tels que le développement de villes intelligentes, l'efficacité énergétique, la gestion des déchets, la mobilité durable, etc. Dans le cadre d'URBELAC (2011-2019), qui entame sa quatrième édition, la Commission européenne et la Banque interaméricaine de développement soutiennent des villes de l'UE et d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Le projet a permis de créer un réseau UE-ALC favorisant l'échange d'expériences, l'évaluation comparative et la préparation de plans d'action. World Cities et URBELAC illustrent concrètement le soutien du Parlement européen à la diplomatie internationale au niveau urbain.





Medellín, Colombie



Udaipur, Inde



Zhengzhou, Chine



Montréal, Canada

« Il est en effet urgent de développer ensemble un modèle d'urbanisation qui soit durable, préserve la nature et les ressources naturelles, et diminue les émissions qui polluent nos villes, nuisent à la santé de nos enfants et contribuent au réchauffement climatique. »

S'inspirant des enseignements du projet World Cities, les villes optent pour une approche multipartite, en appliquant les connaissances et l'expérience des autorités publiques, des entreprises, de la communauté de la recherche et de la société civile. Le programme URBACT de l'UE pour le réseautage urbain sert de principale source de connaissances et d'expérience pour appuyer la planification de l'action locale.

La CUI a permis de mettre en place des projets pilotes communs, tandis que des protocoles d'entente assurant leur avenir à long terme ont été signés entre les autorités publiques, les organismes de recherche et les représentants des entreprises des deux parties.

## Montrer le bon exemple

Par exemple, au titre de la CUI, la ville de Parme (Italie) a été jumelée à Fredericton (Canada). Le département du patrimoine et de la planification urbaine, de la croissance et des services

communautaires de la ville canadienne coopère avec le bureau de l'égalité des chances et le bureau des projets européens de Parme. Souhaitant améliorer la démocratie locale, les deux partenaires entendent identifier les obstacles qui entravent la participation politique des groupes marginalisés et leurs causes profondes, et trouver de possibles politiques et mécanismes en vue de les supprimer et de créer un environnement urbain plus inclusif.

La ville de Bologne (Italie) collabore avec Austin (États-Unis) sur différentes questions allant du développement d'un système alimentaire local plus sain et d'une utilisation plus efficace des ressources à l'accroissement de la résilience au changement climatique. Les problèmes de gouvernance de la ville sont prioritaires. Austin a ainsi conclu que l'Office of Sustainability et l'Office of Economic Development devaient coopérer plus étroitement.

Rotterdam (Pays-Bas) collabore avec Surat (Inde). Ces deux villes entendent aborder les problèmes liés à la gestion de l'eau, comme assurer la qualité de l'eau potable, atténuer la pollution de l'eau due aux déversements industriels, assurer une protection contre les inondations, et traiter efficacement les eaux usées. À l'instar de Rotterdam, Surat a trouvé un partenaire disposant d'une riche expérience en matière de gestion des eaux. De son côté, Rotterdam a trouvé une ville partenaire confrontée à des problèmes d'une dimension bien plus importante, qui l'a déjà inspirée à aborder sous un autre angle les défis à relever. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!Pr79bv>

<http://www.iuc.eu/>

<http://world-cities.eu/>





Christian Specht, premier adjoint au maire de la ville de Mannheim

## Mannheim, jumelée avec Chongqing dans le cadre de l'IUC

*Quelle a été la valeur ajoutée de la participation de Mannheim au programme CUI? Quels sont les principaux résultats pour vous?*

Grâce au soutien constant de l'équipe de la CUI et de la Commission européenne, et à la collaboration avec la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) de la République populaire de Chine, une coopération efficace a pu s'établir, notamment grâce à des visites réalisées des deux côtés. C'est ce qui a permis de faire progresser rapidement notre relation avec Chongqing. En outre, la CUI a su susciter l'intérêt autour des actions réalisées avec la Chine, ce qui a été repris dans les médias et a placé Mannheim sous les feux des projecteurs internationaux. Les résultats initiaux, comme l'inauguration programmée d'une liaison ferroviaire directe entre Mannheim et Chongqing en octobre 2018, ainsi que la conférence internationale de haut niveau qui se tiendra en coopération avec le journal économique allemand Handelsblatt en 2019, sont des succès majeurs découlant de cette coopération, à peine 16 mois après le lancement du projet.

*Quelle est la place de la ville dans la coopération internationale? Croyez-vous à l'idée d'une «diplomatie des villes»?*

Les villes sont les principaux acteurs de la mise en place de nouvelles solutions et, dans ce sens, de l'amélioration de la qualité de vie de leur citoyens. Les échanges internationaux entre des acteurs aussi fondamentaux permettent le développement d'idées et d'actions novatrices et fonctionnent comme un multiplicateur de connaissances. Quand les villes participent aux stratégies internationales, les actions entreprises ont tendance à être plus pratiques, plus pragmatiques et plus orientées vers les solutions, et elles sont moins susceptibles de n'être motivées que par des intérêts purement politiques. Particulièrement dans une période où le sentiment anti-européen ne cesse de croître et où les tendances nationalistes gagnent en visibilité, peut-être que les responsables des villes et des régions peuvent jouer un rôle clé en contribuant à créer des passerelles et à surmonter l'insatisfaction. Voilà pourquoi, selon moi, la diplomatie des villes devrait devenir une partie intégrante de la politique extérieure de l'Union européenne, notamment pour ce qui est d'atteindre les objectifs de développement durable fixés par les Nations unies.

*Quel conseil donneriez-vous au maire d'une ville européenne qui entrerait pour la première fois dans le programme CUI?*

Le programme CUI souhaite une mise en œuvre rapide et, dans ce but, il propose une assistance technique régulière, des conseils et un soutien financier. En outre, dans le cas de Mannheim, nous avons constaté que le soutien à haut niveau, à la fois de la Commission européenne et de la NDRC en Chine, nous a permis de profiter d'un accès direct aux décideurs clés et aux représentants des principales entreprises, qui sont bien plus difficiles à contacter pour une ville qui se lance seule dans une initiative. Par conséquent, je recommande fortement la participation au programme CUI à toutes les villes qui souhaitent participer davantage à l'économie mondiale en stimulant la coopération internationale, d'une manière qui permette d'obtenir des résultats rapides et mesurables. Et je recommande également d'associer les entrepreneurs locaux et les partenaires de recherche dès le début du processus; en effet, la plupart des actions et des objectifs définis au sein de notre projet CUI étaient le résultat d'une table ronde réunissant des entreprises locales et des partenaires chinois destinée à faire coïncider nos buts et nos intérêts respectifs.



# Lituanie: la croissance régionale passe par des solutions intelligentes

Depuis son entrée dans l'UE en 2004, la Lituanie a amélioré de manière significative ses secteurs commerciaux et industriels afin de se conformer aux normes exigeantes définies par l'Europe. Bien que les investissements de l'UE aient aidé à stimuler la croissance et la création d'emplois, ce pays en transition doit encore renforcer son secteur industriel et adapter l'enseignement afin d'être plus compétitif, sur son territoire comme à l'étranger.

**A**vec une superficie totale de 65 300 kilomètres carrés et presque 3 millions d'habitants, la Lituanie est la plus grande et la plus méridionale des républiques baltes. Située en Europe de l'Est, sur les rives de la mer Baltique, elle partage ses frontières avec la Lettonie au nord, la Biélorussie au sud et à l'est, la Pologne au sud et la Russie (enclave de Kaliningrad) au sud-est.

Disposant d'une multitude de petits lacs éparpillés sur son territoire et d'un sol fertile dans ses plaines, le pays compte parmi ses ressources naturelles, notamment, la terre arable, la tourbe et l'ambre. Depuis qu'elle est membre de l'UE, la Lituanie a réorienté ses exportations vers l'Europe de manière spectaculaire, jusqu'à 70% en 2017 pour les biens d'origine lituanienne. Néanmoins, le gouvernement a mis en place une campagne à très grande visibilité dont l'objectif est d'attirer les investissements étrangers et de continuer à développer le marché des exportations.

En 2017, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 3,9% et le taux de croissance prévu pour 2018 est de 3,2%. Grâce à sa situation géographique stratégique, le pays bénéficie d'un réseau de transport très développé et dispose en outre d'un port maritime moderne, d'un réseau informatique en pleine croissance et d'une main d'œuvre hautement qualifiée et bon marché.

Le secteur privé lituanien est bien développé, principalement le secteur manufacturier et le secteur des services, et notamment l'agroalimentaire, l'industrie pétrolière et chimique, l'informatique, les services financiers, les transports, la construction, les biotechnologies, la recherche et développement, et le tourisme.

## Processus d'apprentissage

Avec un taux de chômage de 7% en 2017 et une population active de 1,467 million de personnes, les conditions du marché du travail continuent de s'améliorer. Selon les données Eurostat, le pays présente un des niveaux d'éducation les plus élevés du continent, avec la plus grande proportion de diplômés dans la tranche des 30 à 34 ans. Suivre des études en ligne est devenu courant et presque tous les jeunes professionnels parlent anglais.

Avec de bonnes infrastructures, un état d'esprit entrepreneurial, un réservoir croissant de talents et l'un des niveaux de salaire les plus bas d'Europe, la Lituanie attire, et notamment les investissements étrangers. Aujourd'hui, le pays doit mettre l'accent sur le dynamisme et la compétitivité des entreprises et adapter le système éducatif et les formations aux besoins du marché du travail.

En 2016, les secteurs les plus importants de l'économie lituanienne étaient le commerce de gros et de détail, les transports, l'hébergement et la restauration (32,2%); l'industrie (22,1%); et l'administration publique, la défense, l'éducation, la santé et le travail social (14,5%).

Le pays exporte surtout du pétrole raffiné; viennent ensuite les engrais, le blé, les machines et équipements, les produits chimiques, les matières plastiques, le textile et les denrées alimentaires. En comparaison avec la moyenne européenne, le pays dispose d'un vaste secteur manufacturier qui repose principalement sur des industries à faible ou à moyenne intensité technologique.

Le secteur florissant des TIC a déjà attiré certaines des plus grandes entreprises technologiques des pays baltes et notamment dans les domaines de l'informatique, des technologies laser, des biotechnologies, des nanotechnologies et des sciences des matériaux, qui occupent une place croissante dans l'économie du pays.

Historiquement, l'agriculture a joué un rôle social et économique majeur en Lituanie et reste le deuxième plus grand secteur de l'économie du pays. Les terres cultivées représentent encore 60 % de la superficie totale, avec 32 % de forêts et 42 % de la population vivant toujours en zone rurale.

Après l'entrée dans l'UE en 2004, l'agriculture lituanienne a fait l'objet d'une réforme radicale pour se conformer aux normes très élevées de l'Europe en matière de sécurité alimentaire. En 2016, les produits agricoles et alimentaires, notamment les céréales, la pomme de terre, la betterave sucrière, le lin, les légumes, le bœuf, le lait, les œufs, le porc, le fromage et le poisson, représentaient 19,4% des exportations. L'agriculture biologique est également en pleine croissance et le pays détient désormais la deuxième plus grande surface dédiée à ce type de culture dans les pays baltes. ➤





# RETOMBÉES DES INVESTISSEMENTS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION EN LITUANIE:



**CONVERGENCE RAPIDE VERS LES MOYENNES EUROPÉENNES:** entre 2004-2016, la Lituanie a grimpé l'échelle de convergence de 25 points de pourcentage, passant d'environ **50 %** du PIB moyen par habitant en 2004 à **75 %** en 2016. D'après ces données, le pays a atteint le seuil qui sépare les régions les moins développées de celles en transition. Sans les investissements de l'UE, le PIB par habitant serait inférieur d'au moins 4 points de pourcentage.



**ATTÉNUATION DES CONSÉQUENCES NÉGATIVES DE LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE:** les fonds de l'UE ont non seulement contribué à la croissance du PIB et de l'emploi, mais ils ont également permis de réduire l'impact négatif de la récente crise économique. Au cours de la période, ils ont également contribué à maintenir les investissements publics à un niveau raisonnable (entre 2010 et 2012, les fonds européens ont constitué près de **80 % du total des investissements publics** en Lituanie).



**DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ:** en 2015, le taux d'emploi chez les 15-64 ans a augmenté de 1,4 point de pourcentage tandis que le taux de chômage baissait d'en moyenne 2,3 points. En outre, **61 % des emplois créés** sont considérés comme étant de bonne ou de très bonne qualité (il s'agit d'emplois qui demandent plus de qualifications et créent plus de valeur ajoutée). Enfin, presque la moitié (47 %) des emplois créés sont des emplois considérés comme permanents.



**UN ACCÈS DES PME AUX FINANCEMENTS CONSIDÉRABLEMENT AMÉLIORÉ:** les fonds européens ont joué un rôle déterminant en apportant une assistance aux PME durant le resserrement du crédit engendré par la crise économique, ce qui a permis à de nombreuses sociétés de poursuivre leurs activités. Environ 60 % des prêts ont servi à améliorer le fond de roulement des entreprises et à les maintenir à flot. Les financements de l'UE ont également permis de continuer à investir dans les technologies et dans l'amélioration des processus de production. Au cours de la période de programmation 2007-2013, **11 000 PME** ont eu accès à des investissements de financement et **2 400 entreprises privées** ont eu recours aux fonds de l'UE pour innover.



**DES NORMES ENVIRONNEMENTALES PLUS EXIGEANTES:** un nombre important de décharges, qui n'étaient pas en conformité avec les normes de l'UE, ont été fermées, tandis que le volume de déchets recyclés a augmenté de 10 points de pourcentage. Entre 2011 et 2015, en conséquence du développement des infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, la part de la population non raccordée au réseau de traitement des eaux usées a baissé de **24 %**, et celle de la population non raccordée au réseau d'approvisionnement en eau a diminué de **15 %**.



**CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE:** les fonds européens sont la principale source de financement des mesures d'efficacité énergétique dans les immeubles résidentiels. Fin 2015, 4,4 % des immeubles bâtis avant 1993 avaient été rénovés. Fin 2014, les mesures d'efficacité énergétique mises en place dans 5,4 % des bâtiments publics avaient **permis de réduire la consommation annuelle globale d'énergie de 3 %**.



**UN ACCÈS GARANTI À L'INTERNET À LARGE BANDE ET À TRÈS HAUT DÉBIT:** les fonds de l'UE ont contribué à la mise en place de l'infrastructure Internet à large bande en Lituanie. En 2012, **l'internet à large bande couvrait 97 %** du territoire, et 35 % des services électroniques avaient été développés grâce aux financements européens.

## DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR MAXIMISER LE POTENTIEL DE VISAGINAS



La ville de Visaginas présente encore beaucoup d'attrait, malgré la fermeture récente de la centrale nucléaire d'Ignalina, jusqu'alors premier employeur de la ville. Passer d'un modèle de ville typiquement mono-industrielle à un centre régional moderne offrant un environnement favorable au développement d'entreprises est fondamental pour l'économie de cette ville.

Dans le cadre de ce processus, un nouveau parc industriel est en cours de conception et offrira un cadre propice à l'innovation tant en matière de solutions technologiques que de fabrication industrielle. Le projet Smart Park Visaginas consiste à transformer une ancienne base militaire en un site accueillant des entreprises innovantes.

Pour ce faire, les lieux ont été nettoyés et les bâtiments et infrastructures désaffectés ont été détruits ou réorganisés. Ce site revitalisé accueillera des petites et des moyennes entreprises, ainsi que des projets de développement expérimentaux ou de recherche. L'objectif est également d'attirer des investissements de grande envergure dans la région.

Par exemple, le plus grand fabricant européen de dispositifs médicaux pour l'aide respiratoire va investir 10 millions d'EUR pour construire sa deuxième usine de production en Lituanie. Cette entreprise a l'intention de recruter environ 200 ingénieurs et experts en fabrication et en recherche et développement au cours de la première étape de son installation.

La filiale de l'entreprise établie à Visaginas, qui met déjà en place plusieurs partenariats avec la ville, prévoit d'augmenter ses effectifs à 1 000 travailleurs au cours des 10 prochaines années. Depuis 2016, elle embauche ses stagiaires parmi les élèves de l'école professionnelle de mécatronique locale.

Plus de 2,9 millions d'EUR ont été alloués à la mise en œuvre de ce projet, dont près de 1,3 million par l'UE.

## DÉVELOPPEMENTS INTELLIGENTS À L'UNIVERSITÉ DE KLAIPĖDA

Le projet «Développement du centre Marine Valley et renouvellement de l'infrastructure d'étude (JURA), étape II» a été mis en place sur le campus de l'université de Klaipėda. Des infrastructures générales et technologiques destinées à la recherche, au développement et à l'innovation sont en cours de réalisation dans un nouveau bâtiment abritant un laboratoire scientifique doté d'équipements de R&D; leur objectif est de contribuer au renouvellement et au développement de l'infrastructure globale de R&D dans le secteur des spécialisations intelligentes.

La dernière infrastructure de R&D mise en place a été conçue spécifiquement pour la recherche scientifique, la commercialisation R&D et la recherche technologique sur la mer et l'environnement marin dans un contexte de développement expérimental (technologique), dans les domaines de la biomédecine, des sciences physiques et de l'ingénierie, qui font déjà bon usage des laboratoires tout récemment équipés.

Le projet a permis la création de 80 emplois généraux dans le domaine de la recherche scientifique au sein de l'infrastructure de R&D, et la mise en place de quatre laboratoires scientifiques, dont trois totalement équipés. Globalement, ce projet a contribué à renforcer les activités de recherche, à stimuler la conclusion de nouveaux accords de coopération avec d'autres entités économiques dans le domaine des sciences et de la recherche, comme des entreprises ou des instituts de recherche, et donc à favoriser la mise en place de processus de commercialisation R&D.

Il a été financé par l'intermédiaire des fonds structurels de l'UE et par l'État.





## COCKTAIL DE TALENTS AU JOINT LIFE SCIENCES CENTER DE VILNIUS



Un centre moderne a été mis en place dans la capitale lituanienne pour répondre aux besoins en matière de recherche, d'étude et de développement technologique dans les secteurs des biotechnologies et de la médecine moléculaire. Chaque année, il permet l'accès à des infrastructures de recherche à plus de 200 chercheurs et 160 doctorants, et à environ 80 techniciens et 300 étudiants en licence ou maîtrise. Il inclut également un «bio-incubateur» qui accueille des jeunes entreprises lancées par des étudiants ou des chercheurs.

Ce centre est devenu le modèle

d'un nouveau type de collaboration à plusieurs niveaux entre les établissements d'enseignement et les entreprises. Pour un coût total de 41 075 805 EUR, dont 37 757 019 EUR financés par le FEDER, il est conçu pour susciter l'intérêt d'un nombre croissant d'étudiants pour les secteurs émergents des biotechnologies et de la médecine moléculaire et pour développer les compétences pratiques liées aux priorités des spécialisations intelligentes.

Le centre accueille également d'éminents scientifiques: le professeur S. Klimašauskas a récemment reçu une subvention prestigieuse du Conseil européen de la recherche (ERC) réservée aux chercheurs expérimentés (Advanced Researcher) et, en 2016, le professeur V. Šikšnys a été sélectionné comme candidat pour le prix Nobel de chimie.

### POUR EN SAVOIR PLUS

[www.gmc.vu.lt](http://www.gmc.vu.lt)



## LES SERVICES À LARGE BANDE ARRIVENT DANS LES ZONES RURALES

Dans le cadre des projets RAIN et RAIN-2, 9 132 kilomètres de câble à fibre optique ont été installés. Aujourd'hui, 98,7% de la population lituanienne a accès aux services à large bande. Les débouchés créés par ces deux projets sont évidents et les opérateurs de réseau fournissent déjà des services aux utilisateurs finaux: écoles en zones rurales, bibliothèques et centres Internet publics, gouvernements locaux, résidents et entreprises en zones rurales.

Au total, environ 1 million d'habitants des zones rurales sont concernés par l'infrastructure RAIN qui a été mise en place sur une période de 20 ans. Le FEDER a investi 72 857 822 EUR sur les 81 696 552 EUR de budget alloués au projet «Rural area information technology broadband network RAIN».

Cette infrastructure a rendu possible l'accès, en fonction des besoins, non seulement à des textes, mais également à des sons et à des images, par l'intermédiaire d'un service continu, fiable et sûr. Ce réseau à bande large est conçu pour que sa vitesse de débit puisse être augmentée sans coûts significatifs.

RAIN-2 était l'un des cinq gagnants du *Broadband Internet Awards* (prix européen de l'internet à haut débit) de 2015, organisé par la Commission européenne, dans le cadre duquel un ensemble d'experts internationaux l'a sélectionné comme meilleur projet dans la catégorie «disponibilité et impact social et économique».

### POUR EN SAVOIR PLUS

[www.placiajuostis.lt/en](http://www.placiajuostis.lt/en)

## KLAIPĖDA PRÊTE À PLONGER POUR ATTRAPER LA MÉDAILLE D'OR AUX JEUX OLYMPIQUES

La piscine ultramoderne de Klaipėda est une autre étape importante du développement des activités de plein air et de santé de cette région urbaine. La construction de cette piscine olympique, à la mesure des ambitions de la ville, a commencé il y a une dizaine d'années. Elle a reçu le soutien inconditionnel des sportifs et sportives professionnels de la région, surfant sur la vague des nombreux succès remportés par les nageurs lituaniens dans les compétitions internationales.

L'administration de la ville a adopté une approche plus large en décidant de construire un centre multifonctionnel qui conviendrait à la fois aux professionnels et aux résidents de cette ville dynamique.

Cette piscine intègre des solutions technologiques de pointe, une première dans les pays baltes. Pour la conception du bâtiment, la priorité a été donnée au respect de l'environnement. Classé A+ pour son efficacité énergétique, il dispose d'installations solaires pour produire l'électricité du centre multifonctionnel et d'une borne de recharge pour les véhicules électriques.

La piscine est conforme aux normes de la FINA: un bassin de 50 mètres, 10 lignes de nage, des plots de départ, un système de chronométrage et une zone de gradins pour le public.

### Plus qu'une simple piscine

Cependant, la mission essentielle du centre reste de proposer des activités d'enseignement, de santé et de loisir non-formelles. Ainsi, une des solutions technologiques adoptées permet de modifier la profondeur et la température du bassin afin d'adapter la piscine à des cours de natation pour enfants, à des cours d'aquagym ou à des activités sportives pour les femmes enceintes, les personnes âgées ou les personnes handicapées.



Cette piscine se démarque également par son bassin de neuf mètres de profondeur destiné à la plongée et qui sera utilisé comme centre d'entraînement spécialisé. Ici, les membres de la marine lituanienne, les spécialistes en archéologie sous-marine connus pour leurs recherches dans la mer Baltique, et les plongeurs sauveteurs pourront développer leurs compétences.

Le contrat de construction représente un montant total de 16,6 millions d'EUR, dont 11,6 millions seront alloués au titre des Fonds structurels européens pour la mise en place du projet, 4 millions seront de la responsabilité de la municipalité de Klaipėda, tandis que l'État participera à hauteur de 1 million d'EUR. ■

# Voler vite et haut, ensemble

Vilius Šapoka, ministre des finances de Lituanie, aborde la manière dont le pays utilise les investissements de l'UE pour soutenir la compétitivité et la productivité.



*La Lituanie utilise au mieux les fonds de l'UE durant la période 2014-2020. Quels sont les points forts et les avantages pour les Litvaniens?*

Notre principale priorité aujourd'hui est d'améliorer la compétitivité et la productivité du pays. Nous investissons davantage dans la R&D, l'innovation, les PME, et le développement des technologies de l'information. En plus des investissements de l'UE, nous avons attiré des investissements privés de l'ordre de 463,8 millions d'euros pour soutenir les entreprises nationales.

Grâce aux investissements réalisés dans les infrastructures informatiques, nous avons également l'une des vitesses de connexion les plus rapides du monde.

Ma vision pour la Lituanie, que certains appellent déjà «Li-tech-nie», est de devenir l'environnement fiscal le plus favorable aux investissements dans la haute technologie et le développement. Cela se traduit par des emplois bien rémunérés et un rôle prépondérant pour notre pays dans les technologies financières, les lasers, les énergies renouvelables, les biotechnologies et le développement d'entreprises fintech.

La Lituanie n'est certainement pas trop petite pour endosser ce rôle de leader. La taille ne compte pas face au talent, à l'ouverture à de nouvelles idées et à une vision claire. Dans ce contexte, je me souviens de l'histoire d'une mère attentionnée, qui souhaite à son fils de voler en toute sécurité: lentement et à basse altitude. Ni le jeune pilote ni la Lituanie ne veulent cela. Si vous voulez vraiment voler, vous devez voler vite et haut!

C'est cette Lituanie que je vois à l'avenir. Un pays courageux peuplé de personnes intelligentes, instruites, qui volent vite et haut, et qui partagent.

*Comment la politique de cohésion renforce-t-elle la compétitivité des entreprises et la création d'emplois en Lituanie et quels sont ses effets sur l'économie réelle du pays?*

Entre 2014 et 2020, nous allouons un milliard d'euros à la promotion de l'entrepreneuriat et au développement et à la productivité des entreprises, à l'innovation et à la recherche; à la transnationalité; au développement des exportations et des entreprises dans les régions; à la diminution de la consommation énergétique dans

l'industrie; et à la compétitivité des ressources humaines. Nous encourageons également les entreprises à investir dans les nouvelles technologies de production, dans l'innovation des processus et la numérisation, dans la transition vers l'«Industrie 4.0».

*Malgré d'importants co-investissements du FEDER dans la recherche et l'innovation, la Lituanie accuse un retard en matière de croissance de la productivité. Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour remédier à ce problème?*

Selon les données primaires pour 2017, la production nominale de la Lituanie par heure effectivement prestée a augmenté au taux le plus rapide (11%) de tous les États membres de l'UE. Nous nous positionnons à la 16e place sur 190 pays selon le rapport «Doing Business 2018» de la Banque mondiale. Notre réforme 2016-2017 a amélioré les conditions économiques. Un nouveau régime fiscal mis en place à partir de 2019 sera très favorable à la croissance économique et attirera des entreprises étrangères en Lituanie. D'ici 2021, l'imposition de la population active en Lituanie sera la plus compétitive des États baltes. Pour



*« C'est cette Lituanie que je vois à l'avenir.  
Un pays courageux peuplé de personnes intelligentes, instruites,  
qui volent vite et haut, et qui partagent. »*

le développement des technologies financières, nous avons créé un environnement réglementaire attractif et flexible.

Les investissements de l'UE sont alloués à chaque étape du cycle d'innovation. Nous utilisons également les investissements de l'UE pour encourager une coopération plus active du secteur public avec les entreprises.

*Une approche innovante des Fonds structurels et d'investissement européens a entraîné l'utilisation de fonds renouvelables et d'autres instruments d'ingénierie financière. Pouvez-vous nous donner un exemple de mixage en Lituanie, c'est-à-dire l'utilisation de différents fonds et de différentes formes de financement pour faire face à un problème donné?*

Nous continuons à développer nos instruments financiers. Nous avons alloué 224 millions d'euros de fonds de l'UE pour aider les entreprises à accéder au financement, en particulier pour les investissements dans le capital des entreprises. Parmi les mesures visant à mettre en place un meilleur environnement réglementaire, figurent une assistance financée par le gouvernement pour les investisseurs étrangers, le système de la carte bleue, l'initiative Start-up Visa, et le dernier Code du travail de Lituanie, qui offre plus de flexibilité aux entreprises et aux employés. Afin de moderniser les logements pour parvenir à une meilleure efficacité énergétique, nous avons émis des titres (obligations

vertes) et alloué 500 millions d'euros d'assistance de l'UE par le biais des instruments financiers.

*La Lituanie est parvenue de manière spectaculaire à converger vers le PIB moyen par habitant de l'UE alors que les disparités entre les régions du pays sont restées inchangées ou se sont même accrues suite à l'adhésion à l'UE. Que pensez-vous de ce phénomène? Quelles mesures le gouvernement prend-il pour inverser cette tendance?*

Nous développons des stratégies de spécialisation régionale, basées sur l'analyse des forces et des faiblesses, afin d'attirer les entreprises et les personnes dans nos régions. Les investissements de l'UE nous ont aidés à créer des infrastructures de bonne qualité. Nous voulons encourager les municipalités à les utiliser aussi efficacement que possible pour créer de nouveaux emplois et attirer de nouveaux investissements. Nous planifions donc d'introduire un nouveau système d'incitations financières pour les municipalités, ainsi qu'une nouvelle méthodologie de planification des investissements.

*Comment l'administration lituanienne peut-elle contribuer à l'objectif commun de simplification de la politique de cohésion pour les autorités et les bénéficiaires?*

Dans un premier temps, il est nécessaire de revoir les règlements au niveau de l'UE. Au niveau national, nous révisons, simplifions et optimisons les formalités

administratives pour les institutions et les bénéficiaires. Nous recourons également à des solutions informatiques de pointe qui réduisent les charges administratives et simplifient la mise en œuvre des projets.

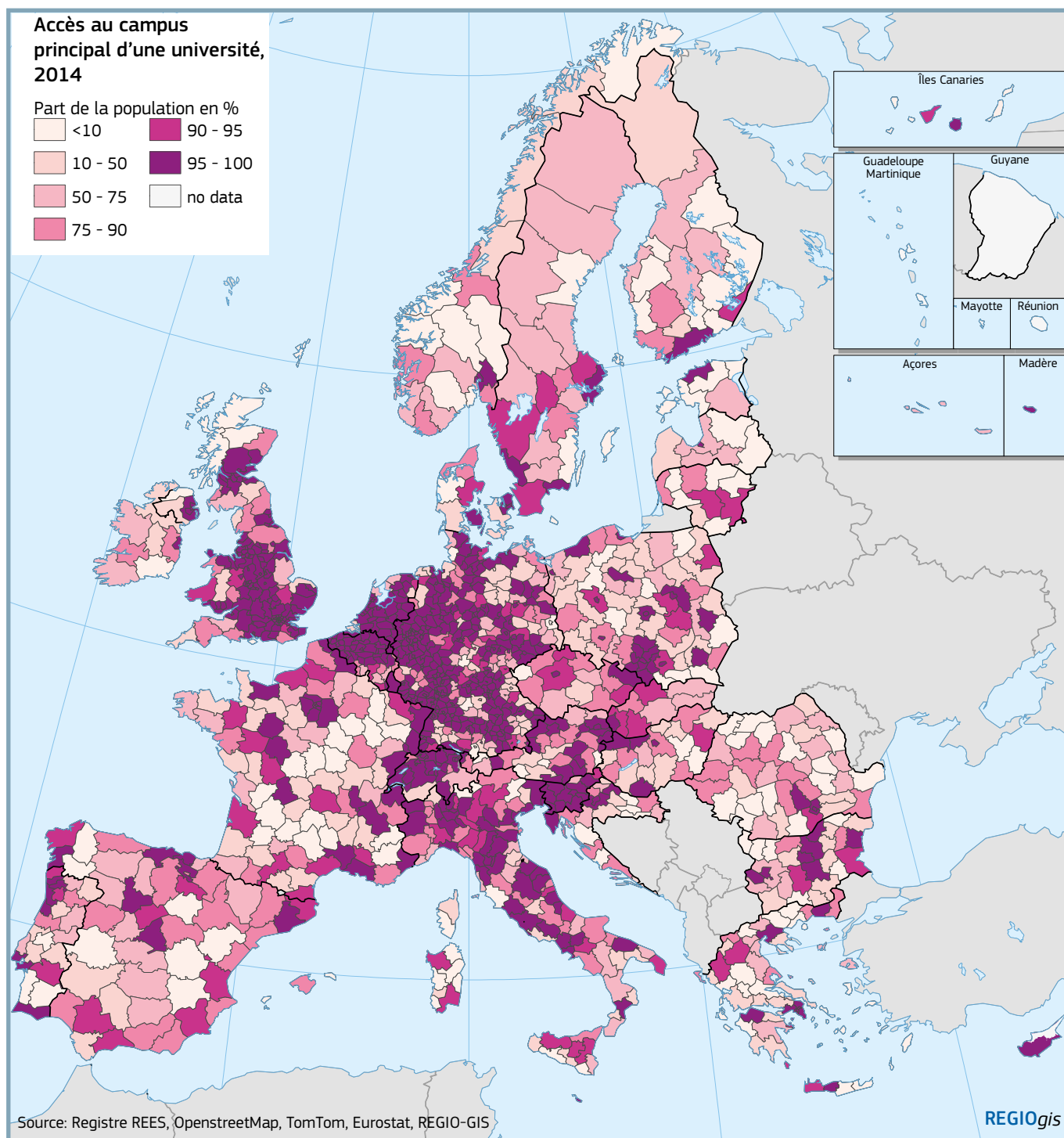
*En vous tournant vers la prochaine période de financement 2021-2027 des fonds ESI, comment vont évoluer les priorités et les mécanismes de mise en œuvre de la politique de cohésion en Lituanie, selon vous?*

Nous devons continuer à investir dans le capital humain (l'éducation et les compétences, l'innovation et la R&D, la santé, la collaboration entre les secteurs des affaires et de la recherche et d'autres domaines) afin de parvenir à la croissance inclusive pour notre pays et rattraper la moyenne de l'UE. La politique de cohésion couplée à des allocations financières appropriées et à une obligation de cofinancement qui reflète la réalité économique d'un pays est essentielle pour atteindre ces objectifs. Il est nécessaire de renforcer la focalisation sur les résultats, la flexibilité et la proportionnalité, et de simplifier la politique de cohésion. ■

# L'accès aux universités varie considérablement d'une région ou d'un territoire à l'autre

Disposer d'un accès facile à l'enseignement supérieur peut se révéler un atout important pour le développement et l'attractivité d'une région. En règle générale, les universités sont plutôt bien réparties sur le territoire européen. Si l'on prend comme critère un trajet en voiture de maximum 45 minutes, 82 % de la population de l'UE + AELE (Association européenne de libre-échange) vit à proximité du site d'implantation principal d'au moins une université.

Néanmoins, plus de 22 % des régions NUTS-3, représentant 14 % de la population, disposent d'un accès relativement limité aux universités (moins de la moitié de leur population).



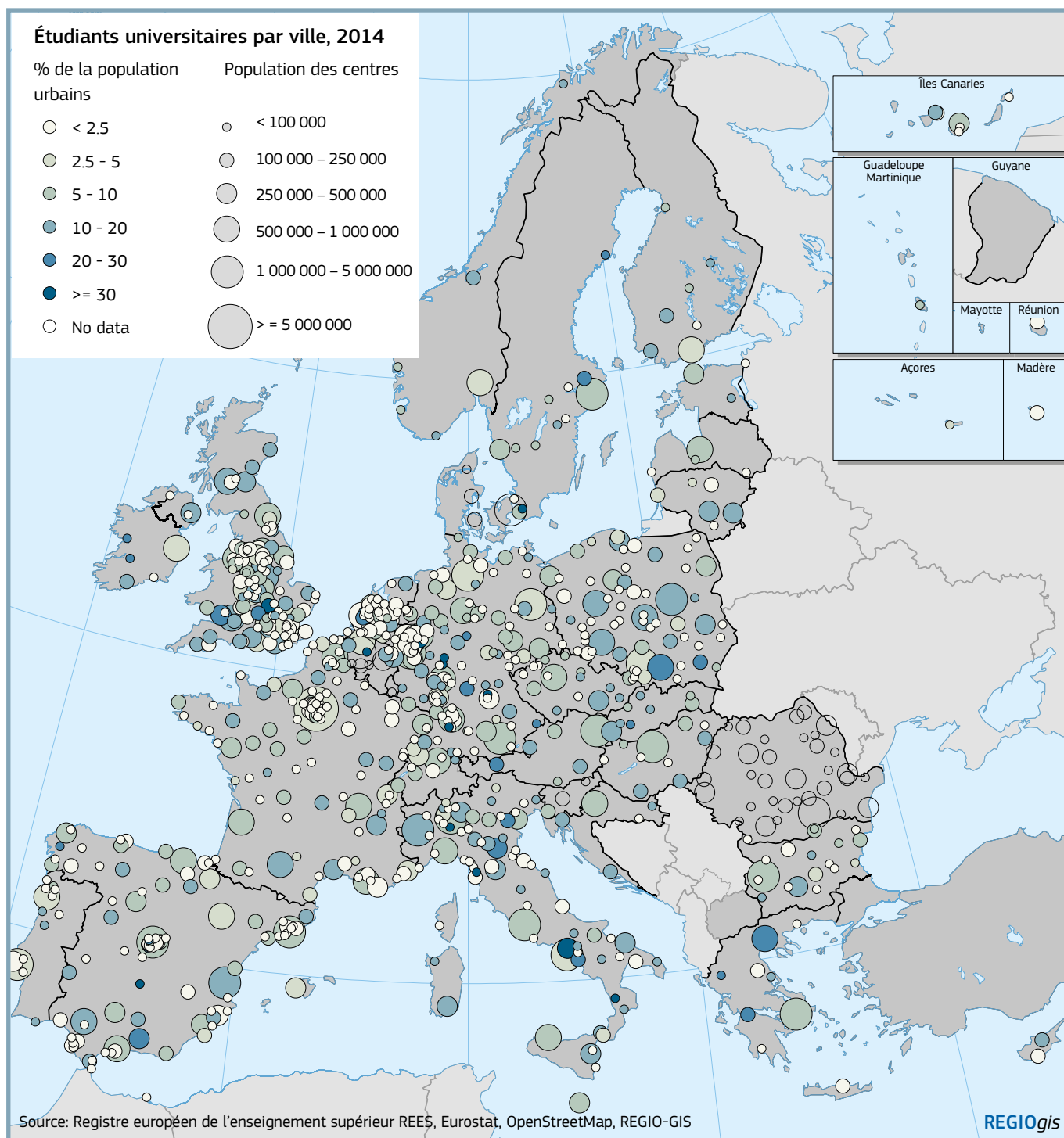
# Étudiants universitaires par ville, 2014

Les universités peuvent aussi jouer un rôle important dans les fonctions économiques et sociales des villes. En moyenne, les étudiants inscrits dans les universités des villes représentent plus de 6% des habitants de cette ville. Une part plus importante est constatée dans les villes moyennes (entre 250 000 et 1 million d'habitants). Dans 38 villes, le nombre d'étudiants à l'université rapporté à la population de la ville dépasse 20%. La plupart des villes concernées, comme Bologne (IT), Oxford (UK), Cracovie (PL) et Louvain (BE), se sont dotées d'universités il y a de ça plusieurs siècles.

Cette analyse combine des informations provenant du registre européen de l'enseignement supérieur (REES) à des données sur la distribution spatiale de la population au niveau de cellules de grille de 1 km<sup>2</sup> et aux temps de trajet estimés sur l'ensemble du réseau routier.

## POUR EN SAVOIR PLUS

REES: <https://www.eter-project.com>





# PHOTOGRAPHIÉ DANS LE LAND DE RHÉNANIE-PALATINAT

Grâce au FEDER, sur la période de programmation 2014-2020, le land de Rhénanie-Palatinat a contribué à des projets sur le terrain grâce à des financements en recherche et développement, au soutien apporté aux PME et à la mise en place de mesures pour améliorer les projets visant à renforcer la protection climatique et les projets transfrontaliers. Le FEDER est un pilier important de ce qui a été mis en place par le land de Rhénanie-Palatinat pour promouvoir l'économie régionale, notamment l'innovation, et il a permis aux entreprises, aux municipalités, aux installations de recherche et aux citoyens de bénéficier de la politique de cohésion européenne.



04



01



05



02



06



03



07





01 La société Dr. Boy a développé un outil d'indexation modulaire qui permet une production universelle de pièces moulées par injection et de plusieurs type de corps vides.

02 Dans l'arrondissement d'Eifel-Bitburg-Prüm, 14 chemins de randonnée couvrant 220 kilomètres de paysages rocheux, de forêts denses et de prairies fleuries ont été balisés.

03 Des solutions efficaces de soudage compatibles avec l'industrie 4.0 ont été mises au point par la société EWM, ce qui a permis de créer des emplois et d'augmenter les ventes.

04 Fischer a fabriqué un système pour réduire la consommation d'énergie et d'eau douce et a recours à la chaleur dissipée pour chauffer ses circuits, ce qui lui permet d'économiser chaque année 80 tonnes de CO<sub>2</sub>.

05 Gründungsbüros a développé et mis en place des bureaux de financement conjoints pour les universités de Kaiserslautern, Coblenze, Landau, Mayence et Trèves.

06 Un nouveau dispositif médical de radiothérapie, mis au point par iRT Systems GmbH, permet de vérifier en «temps réel» la répartition de la dose prescrite pour un patient durant le traitement.

07 Schreinerei Gerlach a développé un centre d'usinage à commande numérique informatisée (CNC) pour stimuler la compétitivité et créer un lieu de travail permanent.

08 SD Blechtechnologie a investi dans son site de production et amélioré son efficacité énergétique, ce qui lui permettra de réduire sa consommation de CO<sub>2</sub> d'au moins 40 tonnes par an.

09 Le projet Wanderwunder Moselsteig Weinbergspfad a construit une route de 365 kilomètres le long de la Moselle, qui va de Perl à Coblenze et relie des sites ruraux et des sites culturels.

10 Dans le cadre de Robotix, la coopération transfrontalière a permis de créer des synergies pour l'enseignement et la recherche dans le secteur de la robotique et de mettre en place un groupe de recherche permanent en robotique industrielle.

11 Les partenaires de SESAM multiplient les occasions d'acquérir des compétences clés pour un marché du travail transfrontalier englobant la Lorraine, la Sarre, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat et la Belgique.

12 Le projet SeRaMCO mène une étude sur la chimie des agrégats recyclés pour la fabrication d'un béton solide, durable et stable.

09



10



11



12



## POUR EN SAVOIR PLUS

**FEDER en Rhénanie-Palatinat:** [www.efre.rlp.de](http://www.efre.rlp.de)

**Interreg:** <https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschafts-und-innovationspolitik/interreg/>

## POINT D'INFORMATION

# Comprendre les allocations du FEDER et de la politique de cohésion sur la période 2007-2013

À la fin de l'été 2018, la Commission a publié une présentation financière actualisée de la mise en œuvre des allocations du Fonds de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion (FC) sur la période 2007-2013.

Malgré les difficultés rencontrées par l'Union européenne au cours de la période de programmation 2007-2013, la mise en œuvre financière des allocations du FEDER et du Fonds de cohésion atteint les 97,7 % à la fin de l'été 2018, avec un processus de clôture en vitesse de croisière.

Les États membres (EM) ont reçu 270,9 milliards d'EUR au titre du FEDER et du Fonds de cohésion au début du cadre financier pluriannuel (CFP) 2007-2013, dans le but de cofinancer des projets à forte valeur ajoutée destinés à réduire les écarts entre les différentes régions de l'UE. Ce budget important ciblait deux objectifs principaux: la convergence, et l'emploi et la compétitivité au niveau régional. Un troisième objectif consistant à stimuler la coopération transfrontalière entre les États membres a été ajouté.

### Quels ont été les montants versés et les montants perdus?

Des paiements anticipés d'une valeur de 23,9 milliards d'EUR ont été effectués au cours des trois premières années du cycle budgétaire pour garantir le lancement des programmes sans retard dû à des contraintes de trésorerie. En outre, le remboursement par la Commission des demandes reçues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 mars 2017 (2018 pour le nouvel EM: la Croatie) représente un total de 231 milliards d'EUR, soumis à un seuil de 95 % (sauf pour la Grèce) qui permet de traiter les 5 % restant de l'allocation après la clôture.

Cette mesure a pour objectif de protéger les intérêts des contribuables européens en garantissant que tout montant irrégulier versé à un EM est dûment récupéré. De ces 5 % destinés à servir de tampon (ou plus si le total des remboursements demandés par les EM n'atteint pas le seuil), un montant de 6,1 milliards d'EUR a été versé aux 19 EM+CT à la fin de l'été 2018, et 2,6 milliards d'EUR ont été dégagés (perdus) pour 14 EM+CT, en lien avec des programmes qui avaient déjà été clôturés ou pré-clôturés.

Cette perte est due à l'omission des 5 % restant dans la demande finale des EM ou à des irrégularités constatées par les auditeurs de la Commission. Quand les 5 % servant de tampon ne couvraient par les montants irréguliers versés, des recouvrements additionnels ont été perçus à la fin de l'été pour une valeur de 12,3 millions d'EUR; cela concernait deux EM+CT.

### Mise en œuvre des allocations FEDER et FC par type de transaction

En millions d'EUR	FC	FEDER	Total
Allocation initiale	70 075,0	200 822,2	270 897,2
Pré-financement	7 478,9	16 413,4	23 892,3
Paiements intermédiaires	58 730,0	172 221,9	230 951,9
Paiements de clôture	2 204,6	3 926,4	6 131,0
Désengagements (n+2 / n+3)	209,7	809,0	1 018,6
Désengagements à la clôture	790,1	1 786,7	2 576,9
Recouvrements à la clôture (31/08/2018)	-	12,3	12,3
Allocation encore ouverte (31.8.2018)	661,6	5 664,8	6 326,4



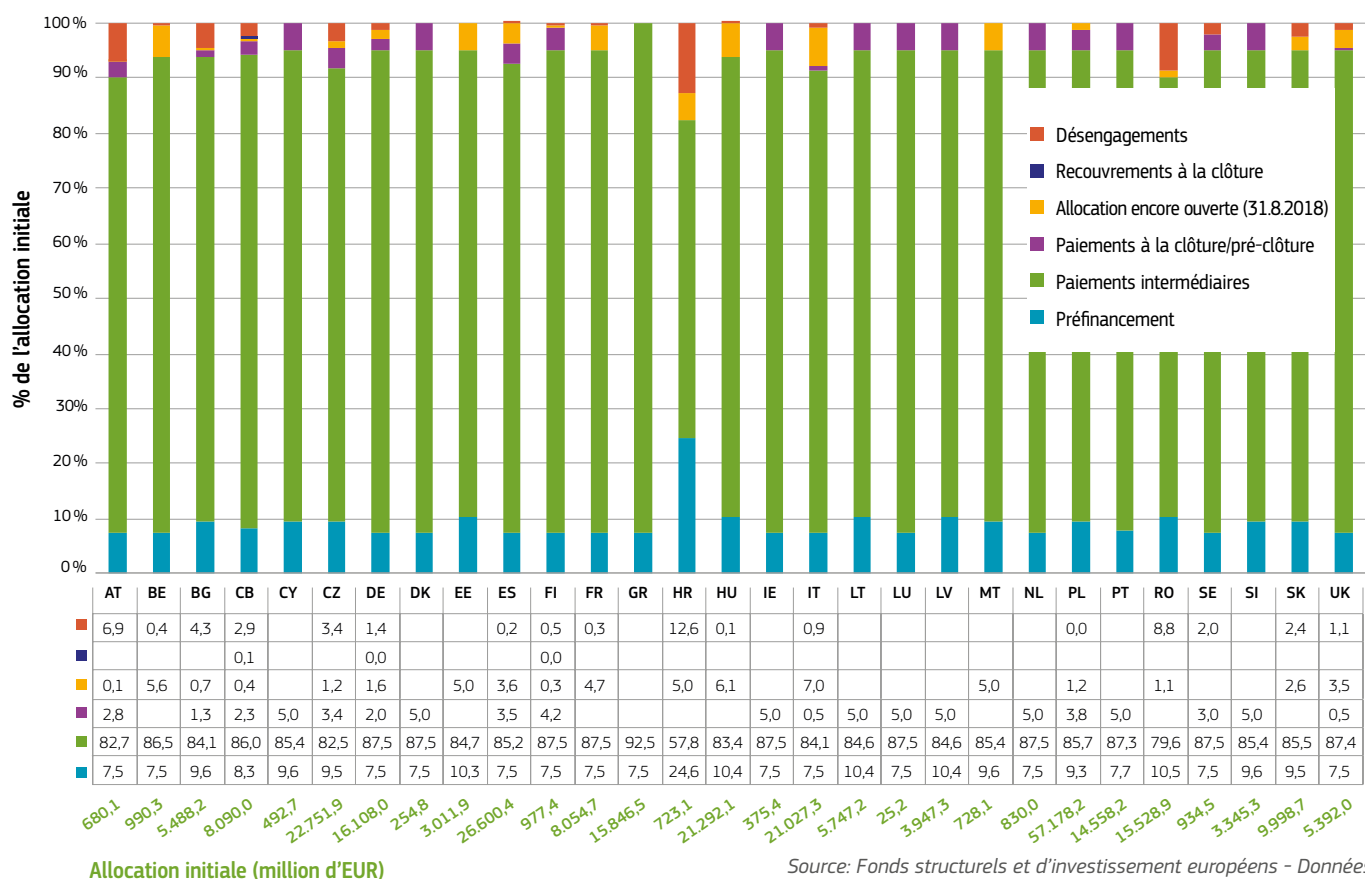
Compte tenu de l'envergure attendue des investissements et des efforts mis en œuvre pour obtenir des résultats concrets, la Commission a garanti le respect de la discipline financière et a encouragé une mise en œuvre budgétaire rapide en instaurant la règle de dégagement «n+2/n+3». Conformément à cette règle, la date butoir pour l'utilisation d'un engagement annuel «n» était le 31 décembre de la deuxième année, sauf pour les EM dont le PIB entre 2001 et 2003 était inférieur à 85 % de la moyenne de l'UE-25; pour ces derniers, la date butoir était le 31 décembre de la troisième année.

budgets d'engagement des années 2008 à 2013. Elle a également fait preuve de souplesse en ajoutant 10% aux montants versés pour les demandes de remboursement déposées par les EM les plus touchés par la crise financière, en autorisant la répartition des phases des projets sur des périodes de financement pluriannuelles et les modifications de programmes pour permettre l'adaptation aux nouveaux enjeux sans pour autant modifier les objectifs de la politique. Néanmoins, 12 EM+CT ont perdu 1 milliard d'EUR en appliquant la règle de dégagement «n+2/n+3».

Pour contrebalancer l'impact de la crise financière, la Commission a autorisé un assouplissement de cette règle pour l'engagement relatif à l'année 2007 en divisant ce montant par six et en ajoutant un sixième du budget d'engagement 2007 aux

Un aperçu global est présenté ci-dessous, par EM et type de transaction, avec les montants totaux disponibles sur la plateforme de données ouvertes des fonds ES: <http://europa.eu/Pv48jv>.

### Mise en œuvre des allocations FEDER et FC par type de transaction et par État membre



Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des fonds ES?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-A3-BUDGET-TEAM@ec.europa.eu



# La coopération interrégionale fonctionne!

**Début 2018, Interreg Europe a décidé de se pencher sur les changements de la politique et les effets apportés par les projets de coopération interrégionale. De nombreux exemples de ses bénéfices ont été publiés dans un récent rapport.**

**T**ravailler avec des partenaires comporte des avantages, d'autant plus lorsqu'ils partagent d'éventuelles solutions et des bonnes pratiques. Les solutions testées dans une partie de l'Europe peuvent susciter le changement dans d'autres régions impliquées dans des projets de coopération interrégionale.

Interreg Europe est un programme paneuropéen de coopération interrégionale, cofinancé par le Fonds européen de développement régional. Dans le cadre des projets d'Interreg Europe, des organisations publiques et privées à but non lucratif de toute l'Europe collaborent sur des politiques de développement régional.

Leur coopération est «douce». Elles partagent leur expérience et leurs bonnes pratiques avec les partenaires du projet et les parties prenantes pertinentes pour la politique, et cherchent ensemble des solutions aux défis régionaux.

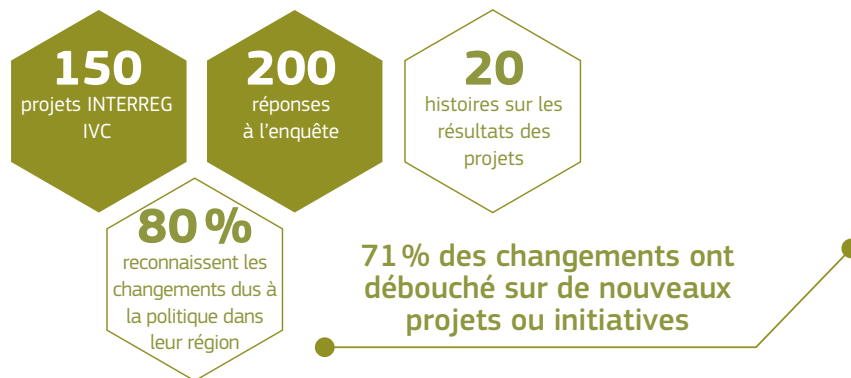
En raison du temps nécessaire pour obtenir des résultats, les données ont été fournies par le prédécesseur du programme, INTERREG IVC, qui a cofinancé les projets de coopération interrégionale de 2008 à 2014.

Une enquête menée auprès des partenaires, et des entretiens organisés avec un groupe défini ont permis de collecter des données relatives à une coopération douce qui a marqué un véritable tournant. Le rapport expose vingt histoires qui démontrent comment l'inspiration partagée entre les projets peut entraîner des changements et des améliorations.

«*Sans Hybrid Parks, il n'y aurait pas eu de conceptions pour ces jardins. La conception d'espaces verts n'était pas courante à Malte. Hybrid Parks a permis d'acquérir ces connaissances.*»

Malcolm Borg, Heritage Enterprise, Hybrid Parks

## LES EFFETS DE LA COOPÉRATION INTERRÉGIONALE



### Exemples de coopération bénéfique

Le projet **PROSESC** a aidé un centre d'incubation d'entreprises dans le comté de Norfolk, au Royaume-Uni, à développer sa vision de l'innovation, à transférer des bonnes pratiques allemandes en matière de soutien à l'innovation de la chaîne d'approvisionnement, et à devenir le pôle de l'innovation du comté.

**FIN-EN**, l'institution financière de la Lombardie, en Italie, a mis au point un nouvel ensemble d'instruments financiers ainsi qu'un système informatique pour leur application, leurs rapports et leur suivi, grâce aux bonnes pratiques transmises par le Royaume-Uni.

Au cours du projet **MOG**, l'Agence régionale pour l'innovation du Transdanube central de Hongrie a élaboré un programme de mobilité afin de connecter les personnes, les biens et les services des zones rurales aux villes avoisinantes. Ces bonnes pratiques inspirées par l'Allemagne ont permis de freiner l'exode rural et réduire la pollution environnementale de la région.

Chez **VITOUR LANDSCAPE**, les bonnes pratiques d'Italie et d'Autriche ont aidé l'Association du patrimoine mondial de la Vallée du Haut-Rhin moyen en Allemagne à développer des activités et des initiatives pour améliorer la protection et la préservation du patrimoine naturel. ■



### POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.interregeurope.eu/projectresults>

« Les bonnes pratiques ont été à l'origine de la marque, elles ont joué le rôle de catalyseur et prouvé que c'était possible. Des partenaires autrichiens sont venus nous expliquer en personne comment ça pouvait marcher. Sans ces échanges, nous n'en serions pas à ce stade. »

Nico Melchior, Association du patrimoine mondial de la Vallée du Haut-Rhin moyen, VITOUR LANDSCAPE

## PARTAGER LES BONNES PRATIQUES... ET LA RÉUSSITE

- › En Roumanie, afin d'améliorer leur gestion, des clusters recourent à un nouveau programme de soutien qui s'appuie sur des bonnes pratiques de France, d'Autriche et de Hongrie (CLUSTERIX);
- › Linz, en Autriche, dispose d'un nouvel espace de travail collaboratif pour les industries culturelles et créatives, inspiré par des bonnes pratiques venues de Finlande (CREA.RE);
- › Oakenshaw, au Royaume-Uni, a soutenu la construction d'un moulin pour fournir à la communauté des revenus destinés à mettre en place d'autres projets économes en énergie, grâce à l'expérience partagée par le partenaire danois (REENERGY);
- › Linköping, en Suède, a développé une approche de jardinage urbain et d'apprentissage en extérieur pour promouvoir la cohésion sociale dans sa communauté, avec l'aide d'un partenaire italien (Hybrid Parks).



# LE PROJET ECOWAVE REMORTE LE ENERGY GLOBE AWARD 2018 POUR GIBRALTAR

**INVESTISSEMENT TOTAL  
224 497 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
67 349 EUR**

**Le projet Wave Energy Power Station a misé sur sa situation maritime au pied du rocher de Gibraltar, un territoire britannique d'outre-mer, pour générer et fournir de l'électricité au réseau local. Outre le fait qu'il contribue à la commercialisation de l'énergie houlomotrice à l'échelle internationale, ce projet a également permis de créer des opportunités d'emploi dans plusieurs entreprises locales.**

Le Energy Globe Award récompense des projets qui ont soit pour but de conserver et protéger notre environnement et nos ressources, soit qui mettent l'accent sur les énergies renouvelables et les bonnes pratiques en matière de développement durable. Financé par le FEDER, le projet pilote ECOWAVE a démontré que l'énergie houlomotrice est une solution efficace et économique pour des territoires trop petits pour installer des panneaux solaires ou des centrales électriques éoliennes.

La centrale ECOWAVE a été construite sur une ancienne digue de stockage de munitions datant de la Seconde Guerre mondiale qui se trouve au pied du rocher de Gibraltar. Des flotteurs conçus sur mesure sont arrimés à la digue à l'aide de «bras» robustes: leur oscillation verticale, au gré du mouvement des vagues, permet d'acheminer un fluide biodégradable jusqu'à une centrale électrique située à terre. Là, le fluide est converti en une force de pression qui fait tourner un générateur produisant de l'électricité propre injectée dans le réseau électrique de Gibraltar.

## Relations commerciales

Lors de la première phase du projet, la centrale d'énergie houlomotrice a été connectée avec succès au réseau de Gibraltar sans créer ni dommage ni fluctuation dans l'approvisionnement. Ayant surmonté plusieurs obstacles auxquels l'industrie houlomotrice se heurtait pour commercialiser cette énergie, ECOWAVE a su utiliser à bon escient sa technologie novatrice et sa localisation en bord de mer pour mettre au point une centrale d'énergie renouvelable à un coût significativement inférieur à celui des précédentes tentatives dans ce même domaine.

En construisant la partie principale de la centrale sur le continent, ce projet pilote dispose d'un accès facile qui simplifie la maintenance et limite les impacts des conditions météorologiques extrêmes. Le système est également conçu pour réagir en temps réel aux informations transmises par les flotteurs: quand les vagues sont trop fortes, ils sont placés au-dessus du niveau de la mer et reprennent leur fonctionnement normal une fois la tempête passée.

## Électricité verte

Une énergie importante a également été investie pour garantir qu'ECOWAVE respectait les exigences régionales en matière d'environnement et de tourisme. Construite sur une digue non utilisée, la centrale électrique ne présente aucun danger pour la navigation, n'est que peu visible depuis le littoral et les résidences immobilières haut de gamme situées en front de mer, et n'est à l'origine d'aucune pollution sonore.

Le système ne perturbe pas la faune et la flore sous-marines locales dans la mesure où ses flotteurs restent en surface et où il n'est connecté qu'à la digue (une structure construite par l'homme) et pas aux fonds sous-marins. En outre, le fluide hydraulique biodégradable utilisé n'est pas polluant.

Le tourisme et les activités à Gibraltar ont également bénéficié de la remise en état de cette digue dont l'accès avait été condamné et qui est désormais ouverte aux visiteurs.

Ayant déjà déposé 13 brevets et dépassé le record mondial d'heures de raccordement au réseau cumulées, l'entreprise Eco Wave Power prévoit la construction d'une autre centrale électrique houlomotrice terrestre de 5 mégawatts, qui devrait fournir 15% de l'électricité de ce territoire britannique d'outre-mer. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.ecowavepower.com/>

## PROJETS

# LA «COLLINE DE L'ÉNERGIE» À HAMBOURG DESSINE UN NOUVEL HORIZON

**INVESTISSEMENT TOTAL  
9 140 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
4 435 703 EUR**

**Une ancienne décharge est devenue un nouveau site emblématique de Hambourg. La Georgswerder Energy Hill approvisionne les résidents et les visiteurs de la ville allemande en énergie renouvelable et met à leur disposition un centre d'information et un espace vert.**

L'Exposition internationale du bâtiment de Hambourg est à l'origine de la conception et de la réalisation de nombreux projets destinés à favoriser un développement des centres urbains durable, respectueux de l'environnement, et socialement équilibré. Parmi ces projets, un concours avait été lancé pour transformer une ancienne décharge située sur Georgswerder, la plus grande île fluviale de l'Elbe. Terminé en 2013, le projet a été réalisé d'après le concept lauréat d'un concours.

## D'un tumulus toxique à un symbole des énergies renouvelables

Pendant des décennies, les déchets ménagers et les déchets toxiques industriels se sont accumulés dans la décharge de Georgswerder. À la fin des années 70, cette décharge a cessé d'être utilisée, mais des infiltrations de dioxines dans la nappe phréatique ont été détectées. Le tumulus de 40 mètres de haut et le sous-sol ont dû être sécurisés à l'aide de membranes imperméables en plastique. Une intervention technique a été lancée afin de sécuriser le site et de protéger la nappe phréatique. À la fin de ces travaux, qui ont duré plusieurs années, le site a été enseveli. C'est aujourd'hui une colline verdoyante couverte de prairies et d'arbustes. Pour tirer parti d'un vent propice, les premières éoliennes ont été érigées sur ce monticule dans les années 90. Des éoliennes à haut rendement et des panneaux solaires alimentent aujourd'hui des milliers de foyers en électricité.

La colline de l'énergie est ouverte au public depuis 2013. Ceux qui souhaitent en savoir plus peuvent visiter le centre d'information et consulter ses différents outils multimédias interactifs qui expliquent l'histoire du site et sa transformation.

Les visiteurs sont également invités à approfondir leurs connaissances sur la gestion moderne des déchets, les méthodes de recyclage et bien d'autres sujets connexes, et notamment sur tout ce qui concerne les équipements et les installations pour le traitement des eaux souterraines et les énergies renouvelables. Le centre est équipé pour optimiser sa consommation énergétique.

La colline de l'énergie offre également un espace vert supplémentaire au district de Georgswerder. Les visiteurs peuvent escalader la colline et se promener sur la plateforme circulaire située au sommet pour y profiter de l'air frais et de la vue impressionnante sur le port et le centre-ville. Cette promenade est également un espace contemporain qui propose différentes activités.

Son «Horizon Path», conçu pour ressembler à un cercle blanc enserrant la colline et pouvant être vu de très loin, est devenu un emblème de la ville. Le soir, il est illuminé par un éclairage LED. Ce cercle est conçu en matériaux de recyclage et sa forme infinie symbolise l'importance du recyclage et de l'économie circulaire. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.facebook.com/energieberggeorgswerder/>

# UNE INFRASTRUCTURE À LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE LASER ET DE LA PHYSIQUE NUCLÉAIRE VA OUVRIR SES PORTES EN ROUMANIE

**INVESTISSEMENT TOTAL  
310 946 691 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE  
255 933 558 EUR**

**Une installation de pointe destinée à la recherche en physique photonucléaire et à ses applications à partir des technologies laser devrait être opérationnelle dans la ville roumaine de Măgurele en 2019.**

Construite dans le cadre du projet Extreme Light Infrastructure-Nuclear Physics (ELI-NP), elle fait partie d'une initiative européenne de plus grande dimension qui inclut également des installations en Hongrie (ELI Attosecond Light Pulse Source) et en République Tchèque (ELI-Beamlines).

L'équipement des deux bras du système laser à haute puissance de l'installation a été mis en place et les tests des trois rayons laser, dont les niveaux de puissance potentielle à la sortie sont de 100 térawatts, 1 pétawatt et 10 pétawatts, ont déjà commencé. La construction d'un système de transport du faisceau laser est également en cours.

## Relations commerciales

Certains des laboratoires de l'installation, comme ceux d'optique et de production expérimentale cible, sont déjà opérationnels. Le laboratoire cible dispose d'un ensemble d'équipements constamment mis à jour destinés à la production de structures à l'échelle micro et nano, notamment un système pour la fabrication de nanostructures sur des cibles solides pour améliorer l'absorption des impulsions laser.

Les chercheurs de ce laboratoire ont commencé à préparer des cibles pour lancer les premières expérimentations avec les lasers à haute puissance. Le laboratoire participe également à des programmes d'enseignement de niveau maîtrise et doctorat dans le domaine des micro et nanotechnologies.

L'installation du système rayon gamma de cette infrastructure et la construction d'instruments pour l'expérimentation à partir de ces rayons gamma se poursuivent également, et certains

instruments sont déjà prêts à être utilisés. Une des principales priorités dans ce domaine est de mettre en place des protocoles d'expérimentation pour les rayons gamma à basse et haute énergie. Les chercheurs du ELI-NP travaillent sur ce thème avec un comité international de scientifiques et ont mené des expériences préparatoires fructueuses à l'université de Duke aux États-Unis. Ces études se prolongeront au ELI-NP.

Les expériences menées en fluorescence de résonance nucléaire (NFR), un processus dans lequel les noyaux absorbent et émettent des rayons gamma, représentent un domaine de recherche de niche pour cette infrastructure. Ses équipements seront en mesure de détecter efficacement des rayons gamma en présence de forts rayonnements, et la technique NRF sera utilisée pour la radiographie et la tomographie 3D de précision et permettra de visualiser la forme interne ou des coupes transversales d'objets. Cette technique apporte des perspectives intéressantes pour l'étude non destructive d'une grande variété de matériaux.

Un dispositif à base de bandes en silicium appelé «silicon strip array» est également en cours de développement pour mesurer les réactions significatives aux événements astronomiques comme le Big Bang ou les explosions de supernovas.

Plus de 150 chercheurs de 26 pays collaborent désormais au sein du ELI-NP et des recrutements de niveau international sont en cours, avec l'objectif d'atteindre 300 collaborateurs d'ici 2020. Un dispositif d'accès ouvert permettra de mettre cette nouvelle infrastructure à la disposition de personnes provenant d'autres structures ELI, ainsi qu'à des utilisateurs scientifiques externes. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.eli-np.ro/>



# PROGRAMME

## 18-19 OCTOBRE

Sofia (BG)

### 7<sup>e</sup> Forum annuel de la Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)

## 19 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

### La politique de cohésion de l'après-2020 et les transitions vers un monde plus durable

## 20-21 NOVEMBRE

Innsbruck (AT)

### 2<sup>e</sup> Forum annuel de la Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)

#### AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

Version imprimée: ISSN 1608-3903

PDF: ISSN 1725-8316

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/)

Le contenu de ce numéro a été finalisé en septembre 2018.

© Union européenne, 2018

Printed in Belgium

#### PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: Vue aérienne de Vilnius, Lituanie © Thinkstock/prosign

Page 3: © Union européenne

Page 4: © iStock /vencavolrab

Page 6: © iStock/ronstik

Page 7: Martin Eichtinger © Philipp Monihart

Page 8: © Municipalité de Bucarest, Roumanie

Page 9: © EuropaBüro der Bayerischen Kommunen

Pages 10, 11: © Banque mondiale

Pages 12 à 15: © Union européenne

Page 16: Hôpital à Kalisz, Pologne © Andrzej Kurzynski; gagnant du questionnaire en ligne © Union européenne

Page 17: Port de Vilanova i la Geltrú, Espagne © Sophie Pedrosa; Hauts-fourneaux de Belval, Luxembourg © Alex Kaousche; Trainées d'étoiles derrière des silos de boue déshydratée, Portugal © Eduardo Ventura

Page 18: © iStock /GilesMetcalfe

Page 19: © Maria Ward Brennan

Page 21: © Stefania Manca; © Håkon Jentoft; © Valentina Schippers-Opejko

Page 22: © Eurocities

Page 24: © Thinkstock /shirophoto

Page 25: © Union européenne

Page 26: Medellín © Thinkstock/jtinjaca; Udaipur © Thinkstock/Babul Bhatt; Zhengzhou © Thinkstock /tenglong guo; Montréal © Thinkstock/ rabbot75\_ist

Page 27: © Ville de Mannheim

Page 28: © iStock/Krivinis

Page 31: © Smart Park Visaginas; © Jura

Page 32: © Life Sciences Center

Page 33: © Municipalité de Klaipėda

Page 34: © Ministère des finances, Lituanie

Page 38: 1 © Dr.Boy; 2 © Eifel district de Bitburg-Prum;

3 © EWM; 4 © Fischer; 5 © Grundungsburos;

6 © iRT Systems GmbH; 7 © Schreinerei Gerlach;

8 © SD Blechtechnologie; 9 © Moselsteig Weinbergspfad;

10 © Robotix; 11 © SESAM; 12 © SeRamCo

Page 44: © Eco Wave Power Ltd

Page 45: Energieberg © Stadtreinigung Hamburg

Page 46: © ELI-NP

## RESTEZ CONNECTÉ



[ec.europa.eu/regional\\_policy](http://ec.europa.eu/regional_policy)  
[cohesiondata.ec.europa.eu](http://cohesiondata.ec.europa.eu)



[@EUinmyRegion](https://twitter.com/EUinmyRegion)



[EUinmyRegion](https://www.facebook.com/EUinmyRegion)



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



[EUinmyRegion](https://www.youtube.com/EUinmyRegion)



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/  
cretu\\_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)  
[@CorinaCretuEU](https://twitter.com/CorinaCretuEU)



Office des publications

Commission européenne  
 Direction générale de la politique régionale et urbaine  
 Communication – Agnès Monfret  
 Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles  
 Courriel: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)